

Archived Content

Information identified as archived on the Web is for reference, research or record-keeping purposes. It has not been altered or updated after the date of archiving. Web pages that are archived on the Web are not subject to the Government of Canada Web Standards.

As per the [Communications Policy of the Government of Canada](#), you can request alternate formats on the "[Contact Us](#)" page.

Information archivée dans le Web

Information archivée dans le Web à des fins de consultation, de recherche ou de tenue de documents. Cette dernière n'a aucunement été modifiée ni mise à jour depuis sa date de mise en archive. Les pages archivées dans le Web ne sont pas assujetties aux normes qui s'appliquent aux sites Web du gouvernement du Canada.

Conformément à la [Politique de communication du gouvernement du Canada](#), vous pouvez demander de recevoir cette information dans tout autre format de rechange à la page « [Contactez-nous](#) ».

LA CASPIENNE ET LE GRAND JEU DES HYDROCARBURES

Les hydrocarbures de la Caspienne sont l'illustration de la place stratégique que cette région du monde a retrouvée depuis 1991. Aujourd'hui des puissances de tous ordres tentent de se faire une place dans ce nouvel Eldorado. Malgré leurs efforts, elles accèdent difficilement à la région car le Grand Jeu, s'il y en a un, est ici mené par les Etats-Unis et la Russie: au travers des tracés des oléoducs, différents pôles font valoir des intérêts géopolitiques clairement identifiables. Le résultat de cette lutte affectera durablement les alliances des Etats-Unis et le positionnement de la Russie en tant que puissance européenne et asiatique.

Une observation rapide du monde, permet l'identification de trois grandes zones d'activité économiques. Les pays de l'ALENA (ETATS-UNIS, CANADA et MEXIQUE) et l'EUROPE forment les deux premières zones. La troisième est l'ASIE DU SUD-EST. Cette zone est la seule région du monde à maintenir depuis vingt ans (si l'on excepte la crise des dragons asiatiques de 1999) un taux de croissance supérieur à 6% par an. En sus de cette vitalité, de grands bassins de population et de développement jouxtent cette ASIE DU SUD-EST (CHINE, INDE, BANGLADESH, INDONESIE, PAKISTAN). Ce simple constat conduit à penser qu'une augmentation de la consommation d'énergie est inéluctable dans la zone. De manière plus précise, une projection des flux actuels de pétrole à l'horizon 2010, fait ressortir un doublement des importations et de la consommation en ASIE. Avec de telles augmentations en perspective, la zone de la MER CASPIENNE suscite le plus grand intérêt.

En effet, selon certains analystes, la région de la Caspienne renfermerait 16% des réserves mondiales de pétrole¹ : cette évaluation permettrait de soutenir la comparaison avec l'Arabie Saoudite. Des estimations plus raisonnables font état d'un montant équivalent à 3% des réserves mondiales ce qui conférerait à la zone un rôle d'appoint comparable aux réserves de la MER DU NORD. Les réserves de gaz naturel seraient, quant à elles, comparables à celles de l'AMERIQUE DU NORD². Outre sa richesse en hydrocarbures, la MER CASPIENNE a deux particularités : c'est d'une part une mer fermée, sans communication avec les océans et d'autre part, ses pays riverains ont accédé depuis peu à l'indépendance. En 1991 le nombre de pays riverains est passé de deux -- l'URSS et l'IRAN -- à cinq : la RUSSIE, l'AZERBAÏDJAN, le TURKMENISTAN, le KAZAKHSTAN et l'IRAN. En outre, cet intérêt général pour une zone potentiellement stratégique, déjà mis en exergue avec les guerres de GEORGIE et de TCHETCHENE, a encore été amplifié par les suites des attentats du 11 septembre 2001 contre les ETATS-UNIS et la campagne militaire qui s'en est suivie en AFGHANISTAN. Deux grands enjeux apparaissent alors : comment évacuer la production d'hydrocarbures dans cette zone très agitée, et quel statut donner à la MER CASPIENNE afin d'exploiter ses richesses.

¹ KNIGHT, R., « Is the Caspian an Oil Eldorado », Time, June 29, 1998, P.28.

Les hydrocarbures de la Caspienne sont l'illustration de la place stratégique que cette région du monde a retrouvée depuis 1991. Aujourd'hui des puissances de tous ordres tentent de se faire une place dans ce nouvel Eldorado. Malgré leurs efforts, elles accèdent difficilement à la région car le Grand Jeu, s'il y en a un, est ici mené par les Etats-Unis et la Russie: au travers des tracés des oléoducs, différents pôles font valoir des intérêts géopolitiques clairement identifiables. Le résultat de cette lutte affectera durablement les alliances des Etats-Unis et le positionnement de la Russie en tant que puissance européenne et asiatique.

Nous présenterons dans un premier temps cet espace caspien qui est l'enjeu de tant de convoitises. Cette présentation sera d'ailleurs étendue à d'autres pays qui jouxtent la région, parce qu'ils sont partie intégrante des problèmes et des solutions soulevés par l'évacuation des hydrocarbures de la région. Cette présentation sommaire effectuée, nous étudierons les tracés d'oléoducs et de gazoducs, présents et à venir, en esquissant quelques explications sur la signification de leurs tracés. Enfin nous insisterons sur le rôle des grands acteurs, qui tentent de prendre le contrôle de ces sources d'énergie : cette partie nous amènera essentiellement à nous interroger sur la finalité des grandes manœuvres auxquelles nous assistons et sur les courtes vues qui semblent parfois présider à leur conduite.

*

* *

1. Espace et statut de la Caspienne

1.1 Les Etats de l'espace du Grand Jeu

L'espace de la MER CASPIENNE appartient à celui de l'ASIE CENTRALE et du CAUCASE. Que l'on se réfère aux notions de TRANSOXIANE, de MAWARAH-AL-

² US Energy Information, <http://www.eia.doe.gov> .

NAHR, de TOURAN ou de TARTARIE³, c'est le caractère central de cette région historique de carrefour qui domine et qui rend la question pétrolière indissociable de celle de son évacuation vers les zones de consommation. Après avoir succinctement présenté les Etats riverains de la Caspienne, nous élargirons ce rapide tour d'horizon à l'OUZBEKISTAN qui possède, à proximité de cette espace, d'importants gisements d'hydrocarbures. Enfin nous terminerons cette étude par une présentation de l'ARMENIE, de la GEORGIE et de la TURQUIE, compte tenu de la place privilégiée que ces pays occupent dans la question de l'évacuation des hydrocarbures.

1.1.1 L'AZERBAÏDJAN

L'AZERBAÏDJAN, est présidé depuis 1993 par Monsieur Gueïdar Aliev ; le pays est membre de la CEI⁴ et couvre 87 000 Km² pour une population totale de 7,5 millions d'habitants. Les Azéris sont un peuple turcophone, chiite en majorité, vivant dans un territoire divisé en deux parties, dont le NAKHITCHEVAN, qui est enclavé entre l'ARMENIE et la TURQUIE. La capitale est BAKOU, c'est le plus gros ensemble industriel du pays, dont les secteurs de pointe sont l'acier, la chimie, le matériel électronique, mais surtout les raffineries et la fabrication de matériel pétrolier. Dans la plaine centrale sont cultivés coton et céréales, et à la pointe sud-est du pays, du riz, des agrumes, du thé, et de là est pêché l'esturgeon. Au NAKHITCHEVAN, l'enclave de l'ARMENIE, on cultive du tabac, des fruits et de la vigne.

Aujourd'hui, la politique azéri est dominée par la perte du HAUT KARABAKH et les défaites contre les Arméniens, qui ont été durement ressenties par la population, et par la double pression exercée par les intérêts pétroliers d'une part et par la RUSSIE d'autre part.

³ Territoires situés au nord de « l'Oxus ». Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », Publications de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève, PUF, mars 2001, pp. 19-23.

⁴ La Communauté des Etats Indépendants, créée le 8 décembre 1991.

1.1.2 L'IRAN

L'IRAN est un pays de 1,65 millions de Km², peuplé de 67, 3 millions d'habitants. 50% de la population est persane, 24% est azéri, et 10% kurde. C'est une république islamiste, dont la capitale est TEHERAN et où la religion majoritaire est l'Islam Chiite. Le relief se caractérise essentiellement par de hauts plateaux ponctués de régions désertiques.

Au début des années 90, l'IRAN a entamé une grande reconstruction après les huit ans de guerre qu'elle a connus contre l'IRAK, mais aussi après un terrible tremblement de terre. L'agriculture est relativement développée, et l'élevage, des ovins, est itinérant. Les principales richesses du sous-sol sont le pétrole, le gaz, le charbon, le fer, le cuivre, le plomb. La reconstruction a entraîné un très fort endettement, et donc l'obligation de l'ouverture de l'Iran aux investissements étrangers. Une conséquence de cette ouverture est la réinsertion dans l'environnement régional, surtout avec l'arrivée au pouvoir de Monsieur Khatami en 1995. Les relations se sont notablement améliorées avec l'EUROPE et le JAPON, mais restent toujours difficiles avec les ETATS-UNIS et la TURQUIE, surtout depuis l'établissement d'un axe stratégique entre celle-ci et ISRAËL. Cependant, compte tenu des importants investissements potentiellement réalisables dans ce pays, un certain nombre d'entreprises américaines souhaitent une détente entre les ETATS-UNIS et l'IRAN.

Il y a depuis trois ans quelques cafouillages diplomatico-économiques avec l'ARABIE SAOUDITE, le grand rival sunnite, depuis qu'a été lancée une politique globale d'augmentation du prix du baril de pétrole au sein de l'OPEP.

1.1.3 Le KAZAKHSTAN

C'est le KAZAKHSTAN qui a subi la plus forte russification au cours de son histoire. Indépendant le 16 décembre 1991, il est devenu la cinquième puissance nucléaire⁵, le quatrième géant territorial de l'ASIE⁶, un futur producteur majeur de pétrole et de gaz et un acteur essentiel de la conquête spatiale par la présence sur son territoire du site de BAÏKONOUR.

⁵ Tous les missiles SS18 ont été rendus en avril 1995.

⁶ 2 717 300 km².

Le Président Nazarbaev, réélu le 10 janvier 1999 pour sept ans, ancien premier secrétaire du PC, a mis en place un régime présidentiel tout entier à son service. Il craint une sécession des territoires nord à majorité russe⁷. Pour prévenir ce risque, il affiche une attitude docile vis-à-vis de la RUSSIE. Cela explique en partie le retard de la proclamation de l'indépendance, le rôle clé de son pays dans la formation de la CEI, la signature d'accords d'intégration dans les domaines des douanes, de l'armée et des gardes-frontières, la reconnaissance du russe comme langue de communication, le refus des armes nucléaires (qui a permis à ASTANA de devenir un membre à part entière de la Conférence de l'ONU sur le désarmement à GENEVE) et de la concession de la base de BAÏKONOUR.

En avril 1996, un accord de coopération a été signé avec la RUSSIE, la BIELORUSSIE et le KIRGHIZSTAN. Le pays attire les investissements américains et japonais mais reste ce(e)Tj Tm401 ge v,340 G

Le KAZAKHSTAN reste toujours en quête d'une diversification des routes d'acheminement de son pétrole vers les marchés extérieurs. Lors du sommet de l'OSCE à ISTANBUL le 18 novembre 1999, il s'est engagé à alimenter le futur oléoduc reliant la MER CASPIENNE à la TURQUIE et parrainé par WASHINGTON.

1.1.4 La RUSSIE

La RUSSIE est un Etat de 17 millions de km², peuplé par 148 millions d'habitants et dont les religions majoritaires sont le christianisme orthodoxe et l'Islam. La RUSSIE adhère en 1992 à la banque mondiale et au fond monétaire international, et en 1995 elle fait son entrée au G7. Résolument engagée dans l'économie de marché par Boris Eltsine, la RUSSIE s'enfonce dans le marasme économique, ce qui favorise en 1995 une victoire des communistes et des nationalistes aux élections, ils sont hostiles aux réformes entreprises. La situation ne s'améliorant pas, Eltsine démissionne le 31 décembre 1999 et est remplacé par son dernier premier ministre, Vladimir Poutine. Sa politique très ferme, aidée par une dévaluation du rouble en 1999 lui permet de débiter un redressement du pays. De plus, il tient absolument à redonner sa position puissante au pays sur la scène internationale. A cet effet ont été récemment publiés deux textes très importants définissant la nouvelle politique de sécurité et la nouvelle doctrine militaire russes. La volonté est là, mais la tâche est très complexe car la RUSSIE a de nombreuses difficultés, notamment dans le CAUCASE.

Pour MOSCOU, le CAUCASE présente quatre points d'intérêts stratégiques : l'accès à la mer, les frontières méridionales, la proximité d'un Islam militant et les potentialités économiques de la région.

Le CAUCASE est une porte ouverte sur la MER NOIRE, avec son grand port de NOVOROSSIYSK. Ce port est cependant un accès limité vers les océans car son trafic dépasse les capacités de la plate-forme. D'autre part, compte tenu des difficultés relationnelles entre l'UKRAINE et la RUSSIE, MOSCOU est obligée de se tourner vers la GEORGIE.

Aux confins sud de la Russie, le CAUCASE représente la frontière avec la TURQUIE et l'IRAN, deux voisins difficiles pour MOSCOU. En effet, c'est ici que se

démarre l'arc de crise moyen-oriental, caractérisé par l'instabilité politique des pays qui le forme. De plus, avec l'effondrement de l'URSS, la RUSSIE a introduit en 1992 la notion « d'étranger proche » pour pallier la disparition du glacis géopolitique dont elle disposait.

Pour la Russie, le CAUCASE est également une des zones de contact entre chrétiens et musulmans. Légitimement ou à dessein, la RUSSIE affiche de manière récurrente ses préoccupations quant aux risques de « contagion islamiste » : le pays compte 10 millions de musulmans, soit environ 7% de la population totale. Une approche simpliste des réalités géopolitiques de la région permet d'apporter une justification aux craintes de Moscou : pénétration du wahhabisme en TCHETCHENIE, majorité chiite en AZERBAÏDJAN, communauté culturelle entre les turcs et les pays d'ASIE CENTRALE...

Enfin, les nouveaux gisements d'hydrocarbures de la MER CASPIENNE représentent une aubaine pour MOSCOU, qui entend bien jouer de tous ses atouts pour tirer le plus grand bénéfice de cette manne. Dans un contexte de forte compétition, Russes, Turcs, Iraniens, Européens, Américains et Asiatiques se disputent la part du lion pour l'extraction, l'exploitation et l'évacuation de ses ressources.

1.1.5 Le TURKMENISTAN

Le TURKMENISTAN, indépendant depuis le 27 octobre 1991, ne peut assurer son indépendance qu'en vendant son gaz (3^{ème} ou 4^{ème} producteur mondial). On parle de lui comme du "KOWEÏT de L'ASIE médiane". Il lui faut cependant résoudre le problème difficile de l'exportation de ces hydrocarbures, bloqués durant trois ans par un embargo de fait de la Russie. Le pays est dirigé par le président Niazov, élu "à la soviétique" (99,5% des votes sans adversaire). Il se fait appeler depuis quelques années, à l'instar d'Atatürk, le "chef des Turkmènes", Türkmenbachi. Comme naguère en ex-URSS ou aujourd'hui en BIELORUSSIE le despotisme le dispute au culte de la personnalité. Aucune opposition n'est tolérée et l'ancien KGB (maintenant Comité pour la Sécurité Nationale) est omniprésent.

Le pays a été dans les dernières républiques de l'UNION SOVIETIQUE à déclarer son indépendance le 27 octobre 1991. Le Président Niazov s'était déjà vu élire, comme la plupart des dirigeants d'ASIE CENTRALE, en octobre 1990, président de la République.

Le pays se trouve aujourd'hui dans la première phase de la construction étatique. Dans les discours, le terme de "patrie" est préféré à celui de "nation" qui est pratiquement inexistant. L'armée reste à l'état embryonnaire et les frontières sont surveillées par des gardes turkmènes encadrés par des Russes. En dépit des faiblesses manifestes de l'économie, le niveau de vie de la population, très modeste voire difficile dans les zones rurales, semble ne pas descendre au-dessous d'un certain seuil de pauvreté. Ceci peut s'expliquer par le fait que la population est peu nombreuse (elle est comparable à celle de la NORVEGE pour un territoire grand comme la FRANCE). Le gaz domestique, l'eau, l'électricité et le téléphone urbain sont gratuits. L'Etat finance ces services par des subventions, grâce aux exportations de pétrole, gaz et coton. Il risque cependant de s'essouffler.

La culture et la langue russe sont encore très présentes en raison de cent trente ans de domination de MOSCOU. La latinisation de l'alphabet est un processus lent mais en cours. Les Arméniens et les Kurdes forment de toutes petites communautés, à côté de la population ouzbèke. La communauté russe se maintient malgré d'importants départs ; le régime tente en particulier de les retenir par le système de double nationalité.

1.1.6 L'OUZBEKISTAN

L'OUZBEKISTAN se veut la grande puissance régionale et en a les moyens. Pays très peuplé de 23 millions d'habitants, indépendant depuis le 1er septembre 1991, il est dirigé par le très autoritaire Président Karimov, ancien premier secrétaire du PC devenu nationaliste et musulman, réélu en janvier 2000. Il est autosuffisant en produits énergétiques et la croissance est répartie depuis 1996. Il cherche à étendre son influence sur l'ensemble de la TRANSOXIANE et en particulier au TADJIKISTAN d'où il s'est dissocié de la politique russe. Il a un accord de coopération militaire avec les Etats-Unis mais a cependant hérité

d'un désastre écologique avec l'assèchement de la MER D'ARAL (en vingt ans, la superficie a diminué de 40% et le niveau de 12 mètres) et l'appauvrissement des sols. Cet Etat a été attiré par le modèle de développement du Sud-Est asiatique et se verrait bien en "dragon" de l'ASIE MEDIANE.

Les frontières, tracées d'une manière arbitraire du temps de l'URSS, ont laissé un million d'Ouzbeks au TADJIKISTAN (soit entre 20 et 25 % de la population totale de ce pays) et autant en AFGHANISTAN dans le sud. A l'ouest, les Ouzbeks constituent 8,5 % de la population de la République du TURKMENISTAN et à l'est 1,8 % de celle du KIRGHIZSTAN. D'autre part, d'importantes enclaves de Tadjiks et de Kirghizes se trouvent en territoire ouzbek.

Depuis l'attentat du 16 février 1999 contre le chef de l'Etat¹⁰, le pays s'est refermé sur lui-même. Sa politique intérieure et extérieure est dominée par la lutte contre la menace islamiste, au détriment de l'ouverture démocratique et de ses relations avec les Etats voisins. Ainsi, l'amalgame entre toute forme d'opposition et cette "menace islamiste" a permis au président Karimov de renforcer son régime autoritaire.

Les relations avec le KIRGHIZSTAN sont tendues depuis l'intervention de l'aviation ouzbèke en août 1999 dans la vallée du FERGHANA. De plus, TACHKENT revendique la région des villes d'OCH et de DJELALABAD dans laquelle l'eau est abondante.

1.1.7 L'ARMENIE

L'ARMENIE est le plus montagneux des pays du CAUCASE, située sur un plateau sujet à de forts mouvements tectoniques (on se souviendra notamment du séisme de 1988). Ce pays de 30 000 Km² est le plus petit des Etats issus de l'ex-URSS, il est membre de la CEI. Ses 3,4 millions d'habitants ne représentent qu'une partie de la population arménienne totale. Avec sa diaspora, la population arménienne dans le monde représente 6,5 millions de personnes. La petite ARMENIE chrétienne a ainsi servi de refuge aux Arméniens qui ont fui le génocide mis en œuvre par les Turcs en 1915 ; aujourd'hui elle abrite les populations qui fuient le conflit du HAUT KARABAKH, région située au

¹⁰ Le président Karimov a échappé de peu à un attentat à la voiture piégée en plein centre de Tachkent.

cœur de l'AZERBAÏDJAN chiite, où vit une majorité d'Arméniens. Cet étrange découpage territorial entre les deux pays a été légué par les Britanniques en 1919 et confirmé par Staline. Dans les deux cas, il avait pour but de diviser les ethnies de la région.

Le potentiel économique de l'ARMENIE est réel, même si ses industries sont concentrées sur un petit périmètre autour de EREVAN, la capitale. Les plus notables sont la chimie, l'aluminium, les industries mécaniques et électriques, l'informatique et la microbiologie. La situation économique est toutefois rendue difficile par l'enclavement géographique du pays, accentué d'ailleurs par une sorte d'enclavement politique avec la proximité de deux voisins plutôt hostiles : l'AZERBAÏDJAN et la TURQUIE.

Sur le plan politique, l'ARMENIE reste très proche de la RUSSIE pour des raisons de sécurité, liées au conflit du HAUT KARABAKH¹¹. Il existe un véritable axe MOSCOU-EREVAN au niveau régional, dont les répercussions sont sensibles à un niveau supérieur. Le président depuis 1998 est Robert Kotcharian – natif du HAUT KARABAKH – il doit également composer avec les mœurs politiques agitées du pays, comme en témoignent les démissions successives des membres de son cabinet ou l'attentat meurtrier du parlement d'EREVAN en 1999.

1.1.8 La GEORGIE

La GEORGIE est dirigée depuis 1995 par Edouard Chevardnadze. C'est un petit pays très montagneux et essentiellement couvert de forêts. Seules 20% des terres sont cultivées de vignes, fruits, thé, avocats et tabacs. En marge des revenus du tourisme, la GEORGIE est un important débouché sur la MER Noire. POTI est un port de pêche, de commerce, et le siège d'une base navale géorgienne. Plus au sud, BATOUMI sert à l'exportation du pétrole d'AZERBAÏDJAN. La capitale est TBILISSI. Cinq millions et demi d'habitants répartis entre Géorgiens, Arméniens, Russes, Azéris, Abkhazes et d'Ossètes, sont concentrés sur un territoire de 70 000 km², grand comme deux fois la BELGIQUE.

¹¹ ROMER, J-C, « Géopolitique de la Russie », *Economica*, janvier 1999, p.59

Peu après la proclamation d'indépendance en 1991, les régions de l'ABKHAZIE et de L'OSSETIE DU SUD, soutenues par MOSCOU, entrent en guerre contre le pouvoir de TBILISSI. L'ABKHAZIE demande son indépendance et l'OSSETIE DU SUD son rattachement à l'OSSETIE DU NORD – i.e. à la RUSSIE –, ce qui conduit à des affrontements militaires violents. TBILISSI est contraint d'accepter les troupes russes sur son sol et d'adhérer à la CEI pour restaurer un semblant de paix civile.

Depuis, la situation politico-économique ne s'est guère améliorée. Economiquement, les productions industrielles géorgiennes (aéronautique et matériel ferroviaire) ne sont plus très attractives depuis l'éclatement de l'URSS. En outre, le pays souffre d'une forte dépendance énergétique et la fréquentation touristique sur la côte d'ABKHAZIE est en baisse.

Politiquement, la vie géorgienne est conditionnée par ces nationalismes ossète et abkhaze qui pèsent sur la réorganisation du pays et sont une opportunité de manœuvre pour la RUSSIE. Pour sortir de ce face-à-face avec son immense voisin, les Géorgiens mettent en place un axe routier direct entre la GEORGIE et la TURQUIE, et prévoit une ligne ferroviaire parallèle à cet axe. L'objectif avoué de la GEORGIE est de récupérer les exportations iraniennes vers l'EUROPE, c'est à dire de les faire transiter non plus par LE GOLFE ARABO-PERSIQUE, mais via la GEORGIE et la MER NOIRE.

1.1.9 LA TURQUIE

La TURQUIE est un pays de 780 000 km², peuplée de 58 millions d'habitants à 99% musulmans. Cette république a pour capitale ANKARA, la population est urbanisée à 50%. Le pays est présidé depuis 2000 par Monsieur Ahmed Necdet Sezer.

Un facteur important dans la politique intérieure est la population d'origine Kurde, qui selon les estimations représente entre 7 et 20% des Turcs. Depuis 1980, sous l'égide du Fonds Monétaire International, la TURQUIE connaît un développement libéral, et s'est lancée dans la privatisation depuis 1988. L'industrie, l'agriculture, la production de lignite sont les points forts de l'économie, le tourisme et l'envoi de fonds par les immigrés aident à couvrir le

déficit commercial. La TURQUIE reste néanmoins en proie à de sérieuses difficultés : endettement, tension sociale, relations extérieures en raison des droits de l'homme mis en cause notamment dans la gestion du problème kurde, trafic de drogue.

Dès 1990, la TURQUIE a manifesté un intérêt stratégique pour plusieurs républiques ex-soviétiques, et a tenté d'accroître son influence dans une région comprenant la MER NOIRE, le CAUCASE et l'ASIE centrale. Jouant la carte de ses bonnes relations avec le monde occidental, de son passé dans la région et de sa position géographique, elle cherche à concurrencer les positions de la RUSSIE et de l'IRAN. Ses atouts et ses moyens ne sont cependant pas aussi déterminants qu'il y paraît¹². Après une période de redécouverte mutuelle, il semble que la séduction opérée par ANKARA ait été de courte durée pour les pays turcophiles (voire turcophone) de la région. En effet, la communauté culturelle est moins affirmée que le nationalisme des nouvelles républiques, l'indigence des moyens dispensés par la TURQUIE n'en fait pas un partenaire privilégié ; d'ailleurs, les hommes d'affaires D'ASIE CENTRALE ont montré qu'ils se passaient fort bien d'intermédiaires pour traiter avec l'OCCIDENT.

1.2 Le statut de la mer CASPIENNE

1.2.1 Description physique

La MER CASPIENNE est géographiquement considérée comme un lac des régions semi-arides. D'une surface totale de 367 000 km² (dont 43 200 situés en « territoire iranien »), cette mer a une profondeur maximale de 1025 m – 206 en moyenne – et elle est située à environ 28 m sous le niveau des océans. Depuis 1930, elle était en abaissement constant, mais le phénomène s'est aujourd'hui radicalement inversé pour des raisons encore mal connues : ainsi les eaux ont monté de trois mètres depuis 1978 et devrait encore monter d'un mètre d'ici 2010¹³.

¹² Ibid p.131

¹³ HILL, D., « Kazakhstan : Caspian Sea Rise Threatens Cities, Industries, Oil Fields », RFE/RL, 18 July 1997.

1.2.2 Les existants en hydrocarbure

1.2.2.1 Le gaz naturel

Comme nous l'avons vu dans les paragraphes précédents, le gaz naturel de la région de la MER CASPIENNE constitue environ 40 % des réserves mondiales. Selon l'US Energy Information Administration, ces énormes quantités se répartissent ainsi (juin 2000)¹⁴ :

	Réserves prouvées
AZERBAÏDJAN	11 Tcf (trillion cubic feet)
IRAN	0 Tcf
KAZAKHSTAN	65-70 Tcf
RUSSIE	N/A
TURKMENISTAN	101 Tcf
OUZBEKISTAN	74-88 Tcf

Les productions se répartissent ainsi (source identique) :

	Production 1990	Production estimée pour 2000	Production estimée pour 2010
AZERBAÏDJAN	349.6 Bcf (billion cf)	212	1100
IRAN	0	0	0
KAZAKHSTAN	251.2	170	1100
RUSSIE	219.0	30	N/A
TURKMENISTAN	3099.5	1660	3900
OUZBEKISTAN	1439.5	2000	2400

1.2.2.2 Le pétrole

Selon l'US Energy Information Administration, les réserves sont :

	Réserves prouvées	Réserves possibles	Total
AZERBAÏDJAN	3.6-12.5 BBL	32 BBL	36-45 BBL
IRAN *	0.1 BBL	15 BBL	15 BBL
KAZAKHSTAN	10.0-17.6 BBL	92 BBL	102-110 BBL
RUSSIE *	2.7 BBL	14 BBL	17 BBL

¹⁴ <http://www.eia.doe.gov>

TURKMENISTAN	0.6 BBL	80 BBL	81 BBL
OUZBEKISTAN	0.3 BBL	2 BBL	2 BBL

BBL : Milliard de barils.

* : seules les régions autour de la mer CASPIENNE ont été comptabilisées.

Pour les mêmes Etats et toujours selon la même source, les productions respectives sont (en milliers de barils par jour) :

	Production 1990	Production estimée pour 2000	Production estimée pour 2010
AZERBAÏDJAN	259.3	280	1200
IRAN *	0	0	0
KAZAKHSTAN	602.1	693	2000
RUSSIE **	144.0	11	300
TURKMENISTAN	124.5	148	200
OUZBEKISTAN	86.2	170	200

* : seules les régions autour de la mer CASPIENNE ont été comptabilisées.

** : sont inclus l'ASTRAKHAN, le DAGHESTAN et la région du NORD CAUCASE bordant la mer CASPIENNE.

1.2.3 Le statut

De 1921 à 1991, le statut juridique de la MER CASPIENNE n'a concerné que l'URSS et l'IRAN, qui se sont partagés ses ressources sur la base de trois traités bilatéraux¹⁵. Depuis 1991, ces mêmes richesses halieutiques sont à partager entre cinq Etats riverains, lesquels défendent naturellement des vues différentes sur la nature des frontières à tracer pour les partager.

Si chacun de ces cinq pays reconnaît la nécessité de régler la question du statut juridique de la CASPIENNE, aucun des projets de convention n'a pu aboutir. Cette impasse juridique est telle, qu'elle constitue maintenant un des obstacles majeurs à l'exploitation et au développement de cette espace¹⁶.

¹⁵ Traité de coopération et d'amitié de 1925 ; Traité d'établissement et de commerce de 1935, remplacé en 1940 par le traité de navigation et de commerce.

¹⁶ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », op. cit., p.183.

Les discussions achoppent principalement sur principe du partage ou celui de la gestion en commun. Pour les tenants du partage, la CASPIENNE doit être considérée comme une mer, alors que pour les défenseurs de la théorie de la gestion commune des ressources, la CASPIENNE est un lac. Dans le premier cas c'est la convention de MONTEGO BAY qui s'applique¹⁷ ; cette mer fermée et son sous-sol seraient alors partagés en différentes zones économiques exclusives au delà des 12 miles marins de chacun des riverains. A l'inverse, dans le cas du condominium, les ressources situées au delà des 12 miles marins seraient gérées en commun par une autorité internationale, fonctionnant sur la base de décisions prises à l'unanimité¹⁸ .

Certains pays, comme l'AZERBAÏDJAN, ont un intérêt avéré dans la solution du partage car les gisements de son sous-sol sont majoritairement situés *off shore*. Dans le cas précis de ce dernier pays, le pétrole est une réalité historique et un sujet particulièrement sensible : son exploitation avant la seconde guerre mondiale a représenté jusqu'à deux tiers du volume produit par l'ex-URSS. A contrario, la RUSSIE et l'IRAN, au moins initialement, ont favorisé la thèse du condominium en faisant valoir l'existence des traités antérieurs à 1991. De leur point de vue, la thèse du condominium est la meilleure, compte tenu de l'absence de gisements significatifs dans leurs zones de 12 miles marins : la gestion commune leur permettrait d'exercer un droit de veto particulièrement intéressant, au moment où les grandes compagnies pétrolières jettent leur dévolu sur une région appelée à devenir un pôle important de la production mondiale en hydrocarbures. Enfin, le KAZAKHSTAN et le TURKMENISTAN, ont proposé des solutions médianes, combinant différents aspects des deux théories, pour tirer le meilleur parti des emplacements de leurs propres gisements¹⁹ .

¹⁷ Nations Unies, « Textes officiels de la Convention des nations Unies sur le droit de la mer », New York, 1984, p.267.

¹⁸ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », op. cit., p.184

¹⁹ confer MEESE, R., « La mer Caspienne : quelques problèmes actuels », RG-DIP, n°2, pp.405-423.

La situation est particulièrement complexe, car « *aux incertitudes juridiques sur le statut de la Mer Caspienne, s'ajoute donc la confusion résultant de la question de la séparation de la délimitation de son statut* ». ²⁰

Le *Financial Times* du 23 janvier 1997 rapporte l'anecdote suivante : lors d'une conférence de presse accordée à des journalistes occidentaux, Monsieur Saparmourad Niazov, le Président turkmène, raye un nom sur une carte et y porte le sien à la place. « Je vais mettre mon propre ici, afin qu'il n'y ait plus aucune ambiguïté et que tout le monde sache à qui elle appartient ! » déclare-t-il sur le ton de la plaisanterie à propos de la mer CASPIENNE. Au delà de la boutade, les enjeux sont énormes. Selon lui, l'AZERBAÏDJAN a vendu à des firmes occidentales le droit d'exploiter des champs pétrolifères appartenant au TURKMENISTAN. ASHKABAD réclame ainsi deux des trois gisements (AZERI, KYAPAZ et CIRAG) ²¹ – concernés par le contrat de 8 milliards de dollars conclu par BAKOU avec un consortium occidental. Il a également obtenu que MOSCOU annule un contrat signé par deux compagnies russes avec l'AZERBAÏDJAN, pour l'exploitation du même gisement de KYAPAZ. Cette controverse n'est pas la seule, puisque le KAZAKHSTAN a fait part de ses préoccupations après l'offre présentée par la RUSSIE, le 27 août 1997 pour développer l'exploitation d'une région de la CASPIENNE, qu'il considère comme sienne. L'accord global en vigueur à cette date a été conclu par la RUSSIE, l'IRAN et le TURKMENISTAN : il fixe les eaux territoriales à 45 miles nautiques, avec des droits exclusifs d'exploitation, la zone centrale étant gérée en commun par les cinq Etats littoraux. Cet accord est rejeté par l'AZERBAÏDJAN et le KAZAKHSTAN, qui veulent que la mer soit divisée entre les pays ²².

Devant cette impasse juridique, on assiste depuis 1998 à une multiplication d'accords bilatéraux : accord de MOSCOU en 1998 entre la RUSSIE et l'AZERBAÏDJAN, accord de mars 1998 entre l'AZERBAÏDJAN et le TURKMENISTAN ²³, proposition de la RUSSIE faite au KAZAKHSTAN de partager les fonds marins tout

²⁰ Ibid, p.420.

²¹ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », op. cit., p.185.

²² MEESE, R., « La mer Caspienne : quelques problèmes actuels », op.cit. p.416.

²³ CUTLER, Robert M. « Azerbaijan Vs. Turkmenistan : The Caspian Offshore Oil and Gas conflict », Central Asia-Caucasus Institute Analyst (biweekly briefing), January 19, 2000.

en partageant les eaux de surface...²⁴ En effet, en l'absence de consensus, MOSCOU divise pour régner et laisse l'IRAN défendre seul l'idée du partage strict (surface et sous-sol)²⁵. L'IRAN et le TURKMENISTAN ont immédiatement réagi en réclamant un consensus sur le statut légal de la mer CASPIENNE, statut qui devrait englober à la fois l'exploitation des fonds marins, de la surface, mais aussi la gestion et la protection de l'environnement ainsi que la souveraineté. Il convient de souligner que cet accord russo-kazakhe a le soutien des compagnies pétrolières car il facilite les projets d'exploitation : c'est un signe de flexibilité de la part de la RUSSIE, qui pourraient ouvrir de nouvelles perspectives de stabilité et de coopération dans la région. Pour autant, les dernières propositions russes, faites en été 2000 par le représentant du Président POUTINE aux pays riverains se sont heurtées au refus catégorique de l'AZERBAÏDJAN, du TURKMENISTAN et de l'IRAN, qui refusent toujours le principe de l'accord russo-kazakhe (séparation du sous-sol et de la surface).

Les pays de la zone appartiennent donc à une région historique de carrefour, que le joug de l'UNION SOVIETIQUE a mis sous le boisseau pendant soixante-dix ans. Aujourd'hui cet ensemble se réinvente une identité fondée sur sa centralité. Il demeure néanmoins éclaté entre les allégeances du passé à la Russie et la promesse de nouveaux horizons ouverts par les hydrocarbures. La meilleure preuve de cet éclatement est fournie par les controverses sur le statut de la CASPIENNE et surtout par les intérêts divergents qui sous-tendent les pourparlers sur les tracés des oléoducs.

*

* *

2 Les tracés possibles

Les sections 1.2.2.1 et 1.2.2.2 montrent que tous les pays riverains de la CASPIENNE et l'OUZBEKISTAN sont concernés par le double problème de l'évacuation du gaz et du pétrole. L'observation des chiffres permet cependant de tempérer ce premier constat en remarquant qu'ils le sont à des degrés très

²⁴ DUPARC, A., « La Russie et le Kazakhstan, s'entendent sur un partage du pétrole de la Caspienne », Le Monde, 8 juillet 1998.

²⁵ « Russia seeking Oil dominance », Strategic Forecasting, February 25, 2002.

inégaux. Pour simplifier cette étude, dont l'objet est de faire saisir les motivations des différents acteurs, la question pétrolière sera illustrée par les cas du KAZAKHSTAN et de l'AZERBAÏDJAN, tandis que la question gazière sera examinée au travers du prisme du TURKMENISTAN.

2.1 LE KAZAKHSTAN

Le KAZAKHSTAN est devenu un producteur important avec un volume de 0,5 million de barils par jour (b/j) : de toutes les républiques issues de l'ex-URSS, il se classe juste derrière la RUSSIE en matière de production pétrolière. En 2000, les premiers gisements – très prometteurs – de pétrole et de gaz *off shore* ont été découverts dans le champ de KASAGHAN. Malheureusement pour ce pays, il est confronté au délicat problème de l'évacuation de son or noir.

Projets	Destination	Capacité de transport	Longueur	Coût	Etat du projet
Ayrau-Samara	Ayrau (Kazakhstan) à Samara (Russie)	0, 21 million de b/j peut-être étendu à 0,31 b/j	695 km	La modernisation du pipeline est estimée à 37,5 millions de dollars	Le projet modifie le pipeline existant vers la Russie en accroissant le nombre de stations de pompage et de chauffage. Les travaux de modernisation ont débuté en 1999.
Caspian Pipeline Consortium (CPC)	Tengiz (Kazakhstan) à Novorossiysk (Russie) en Mer Noire	0,56 b/j pour la phase 1 et 1,34 b/j prévu pour 2015	2093 km	2,4 milliards de dollars pour la phase 1; 4,2 milliards de dollars pour l'ensemble	La construction a débuté et la phase 1 a été mise en service en octobre 2001. Les exportations devraient atteindre 0,40 million de b/j en 2002
Oléoduc Transcaspien	Aktau (côte kazakhe de la Caspienne) à Bakou (Azerbaïdjan); avec extension vers Ceyhan (Côte turque de la Méditerranée)	N/A	600 km jusqu'à Bakou	2 à 4 milliards de dollars jusqu'à Ceyhan	Accord sur l'étude de faisabilité conclu en 1998 par Royal Dutch Shell, Chevron, Mobil et le Kazakhstan; le projet est bloqué faute d'accord sur le statut juridique de la Mer Caspienne ²⁶ .
Kazakhstan-Turkménistan-Iran	Du Kazakhstan via le Turkménistan et l'Iran (terminal de l'île de Kharg dans le Golfe Persique)	1 million b/j	1496 km	1,2 milliards de dollars	Etude de faisabilité conduite par Total-Fina-Elf; pour une fin des travaux proposée en 2005.
Central Asia Oil Pipeline	Du Kazakhstan via le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan (Gwadar)	1 million b/j	1673 km	2,5 milliards de dollars	Accord de principe signé entre les quatre pays; projet bloqué en raison de l'instabilité politique des régions traversées et du manque de capitaux.

²⁶ Selon le Chicago Tribune du 18 mars 2000, l'étude de faisabilité a été conduite en 1997 par feu Enron Corp. La faillite frauduleuse de cette société aura-t-elle des répercussions sur la réalisation de ce projet ?

Kazakhstan-Chine	Aktyubinsk (Kazakhstan) à Xinjiang (Chine)	0,4 million b/j puis 0,8 million b/j	2800 km	3 à 3,5 milliards de dollars	Accord de principe signé en 1997; étude de faisabilité interrompue en septembre 1999, faute d'engagement ferme du Kazakhstan d'approvisionner l'oléoduc en quantité suffisante dans les 10 prochaines années..
------------------	--------------------------------------------	--------------------------------------	---------	------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Source <http://www.eia.doe.gov>, et Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », *op. cit.*, p.205.

2.1.1 Atyraou-Samara, Tengiz-Novorossiysk (CPC) et l'oléoduc Transcaspien.

ATYRAOU-SAMARA et TENGIZ-NOVOROSSIYSK (CPC) sont les deux oléoducs qui permettent d'exporter le pétrole du KAZAKHSTAN vers la RUSSIE. ATYRAOU-SAMARA se connecte directement sur le réseau de distribution russe et évacue à lui seul quelque 75% de la production Kazakhe. La contrepartie de cet usage du réseau russe peut cependant se révéler dangereuse pour ASTANA, qui voit son pétrole frappé de quotas par les autorités russes. Ces quotas permettent à MOSCOU de freiner la concurrence Kazakhe, en la contenant vers de marchés peu solvables (UKRAINE notamment) tout en conservant pour sa propre production nationale les marchés d'EUROPE de l'ouest. Malgré cette hypothèque notable, la perspective du triplement du volume exportable par l'oléoduc TENGIZ-NOVOROSSIYSK permet au KAZAKHSTAN d'obtenir une certaine assurance quant à l'écoulement de sa production. En outre, même si le pays professe sa volonté de diversifier ses partenaires, la présence d'une forte minorité russe à l'intérieur du pays rend le dialogue avec la RUSSIE encore plus incontournable qu'ailleurs en ASIE CENTRALE. Le projet CPC est une gageure financière pour la RUSSIE, mais elle reste cependant très intéressée à la réalisation du projet. En effet le projet CPC, qui conserve toute l'adhésion du KAZAKHSTAN²⁷, permet de faire pièce au projet américain d'oléoduc transcaspien.

2.1.2 Vers une route Sud : la piste chinoise et pakistanaise

Les deux derniers oléoducs sont le fait de la Chinese National Petroleum Company. Le projet est d'une part d'acheminer le pétrole kazakhe vers la Chine, d'autre part d'ouvrir une route sud vers l'Iran. Le projet d'évacuation vers

²⁷ "Kazakhstan reaffirms commitment to multiple pipelines", Alexander's Gas and Oil Connections, vol. 5, issue 12, July 07, 2000 (<http://www.gasandoil.com/goc/history/welcome.html>)

la Chine est bien entendu une entreprise titanesque, de laquelle aucune information précise ne filtre. Quant au projet iranien, il est tentant de penser qu'il heurte de plein fouet les intérêts américains et qu'il a plus de chances d'aboutir à des accords de *swap*²⁸, que de voir la réalisation d'une véritable « route sud ».

L'autre possibilité vers le sud est représentée par le projet « Central Asia Oil Pipeline » à travers le TURKMENISTAN, l'AFGHANISTAN et le PAKISTAN...Il sera particulièrement intéressant de suivre l'évolution de ce projet à la suite du soutien accordé par ISLAMABAD aux ETATS-UNIS dans leur guerre contre le terrorisme en AFGHANISTAN. Ces développements prendront un relief particulier si les affirmations du Chicago Tribune du 18 mars 2002 sont confirmées : Selon ce journal, le Président intérimaire d'Afghanistan, Hamid Karzai, et l'émissaire américain en Afghanistan, Zalmay Khalizad, seraient d'anciens employés du groupe pétrolier américain UNOCAL, une des principales parties prenantes dans la question de l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne !.²⁹

2.2 L'AZERBAÏDJAN

L'AZERBAÏDJAN a commencé à exporter son pétrole en 1997. Le principal consortium pétrolier du pays est l'Azerbaïdjan International Operating Company (AIOC)³⁰. Comme tous les Etats riverains, et en plus de l'absence des frontières sur la Mer CASPIENNE, le pays est confronté au problème de l'évacuation de son pétrole ainsi qu'à l'extrême instabilité de la région. S'il s'agissait d'énoncer les priorités de l'AZERBAÏDJAN on pourrait placer en tête de ses préoccupations, l'évacuation des hydrocarbures, bien avant le désir d'échapper à l'emprise régionale de la RUSSIE. Car pour ce pays, cette emprise est une donnée incontournable, formalisée par la Russie dans la notion d'« étranger proche ». La main-mise de la Russie s'est imposée à l'occasion de la guerre du HAUT

²⁸ type d'accord fondé sur un échange paritaire : en l'occurrence le pétrole Kazakh approvisionnerait le nord de l'Iran, alors que ce dernier approvisionnerait la Chine par voie Maritime pour le compte du Kazakhstan.

²⁹ MUWAKKIL, S., « Pipeline politics taint U.S. war », Chicago Tribune, March 18, 2002.

³⁰ « L'AIOC contrôle les champs pétrolifères de Azeri et Chirag ainsi qu'une partie de Guneshli. Il est formé de BP (17,1%), Amoco (17%), Socar (10%), Lukeoil (10%), Unocal (10%), Statoil (8,6%), Exxon (8%), TPAO (6,8%), Pennzoil (4,8%), Itochu (4%), Ramco (UK) (2,1%) et Delta-Nimir (Arabie Saoudite)

KARABAKH et n'est que renforcée par le passage obligé que constitue le réseau des oléoducs russes. Ce constat établi, force est de reconnaître que ce pays est au cœur des desseins stratégiques des ETATS UNIS qui pourraient transformer l'AZERBAÏDJAN et la GEORGIE en véritable carrefour de l'évacuation des hydrocarbures du CAUCASE et de l'ASIE CENTRALE.

L'AZERBAÏDJAN est aussi un producteur de gaz qui se trouve confronté en tant que tel aux difficultés de son évacuation. On citera ici pour mémoire le cas du gazoduc BAKU-ERZURUM (TURQUIE), mais la problématique des gazoducs sera plus spécifiquement étudiée pour le cas du TURKMENISTAN

Projets	Destination	Capacité de transport	Longueur	Coût	Etat du projet
Bakou-Ceyhan Voie principale d'exportation/AIOC	De Bakou (Azerbaïdjan) via Tbilisi (Géorgie) et Ceyhan (côte turque de la Méditerranée)	1 million b/j	1730 km jusqu'à Ceyhan	2,4-3,7 milliards de dollars selon les estimations	Accord signé en novembre 1999 à Istanbul (Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan, Turquie). Début de l'étude technique détaillée en juin 2001. Début des travaux en 2002 pour une réalisation prévue en 2004-2005
Bakou-Supsa (Voie initiale/AIOC ouest)	De Bakou à Supsa (côte géorgienne de la Mer Noire)	0,1 million b/j ; devrait atteindre 0,21 million b/j en 2002	800 km	600 millions de dollars sans la modernisation de 2002	Les exportations ont débuté en avril 1999 et ont atteint
Bakou-Novorossiysk (Voie initiale/AIOC nord)	De Bakou via la Tchétchénie (Russie) à Novorossiysk (côte russe de la Mer Noire)	0,1 million b/j qui pourrait être porté à 0,3 million b/j	1300 km, dont 150km en Tchétchénie	600 millions de dollars pour porter sa capacité à 0,3 million b/j	Les exportations ont débuté fin 1997
Nouvelle Route nord (contournement de Tchetchenie par le Daghestan)	De Bakou via le Daghestan à Tikhoretsk (Russie) vers Novorossiysk	0,12 million b/j porté à 0,16 avec le transport par rail. Pourrait atteindre 0,36 en 2005.	3208 km	140 millions de dollars	Travaux terminés en avril 2000.
Iran-Azerbaïdjan	De Bakou à Tabriz (Iran)	0,2 à 0,4 million b/j	N/A	500 millions de dollars	Projet proposé par Total-Fina-Elf.
Azerbaïdjan-Géorgie	De Dubendi (Azerbaïdjan) via Khashuri (Géorgie) à Batoum (Géorgie)	De 0,07 à 0,14 million b/j	Rail de Dubendi à Khashuri, puis 231 km d'oléoduc jusqu'à Batoum	70 à 100 millions de dollars pour la rénovation de l'oléoduc	Chevron-Texaco a conclu un accord en septembre 1999 pour la reconstruction du pipeline existant (18 à 24 mois sont nécessaires).
Iran Oil Swap Pipeline	Neka (Iran) à Téhéran (Iran)	175,000 bbl/d, rising to 370,000 bbl/d	208 miles	\$400-\$500 million	Under construction; oil will be delivered to Neka and swapped for an equivalent amount at the Iranian Persian Gulf coast.

(1,6%) » Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », op.

2.2.1 *Baku-Novorossiysk et la nouvelle route nord*

Cet oléoduc permet d'exporter le pétrole depuis l'AZERBAÏDJAN vers la RUSSIE. BAKOU-NOVOROSSIYSK est le plus ancien pipeline de la région ; sa construction remonte à l'UNION SOVIETIQUE qui l'utilisait pour exporter le pétrole du CAUCASE. C'est la voie naturellement utilisée en 1997 par l'AIOC. En 1998, l'oléoduc, qui traverse la TCHETCHENIE, est coupé à la suite d'une explosion dans ce pays. Pour pallier cette interruption de service et conserver son contrôle sur les exportations azéri, la RUSSIE entreprend la construction d'une dérivation par le DAGHESTAN. Cette nouvelle route nord, dont la construction est achevée en 2000, permet d'éviter la TCHETCHENIE et son instabilité chronique³¹.

Cependant, compte tenu des médiocres garanties de sécurité offertes par le président Maskhadov, cet accident sert de prétexte à l'AZERBAÏDJAN pour rechercher d'autres routes en dehors de la RUSSIE, afin de diversifier les possibilités d'évacuation. Notons enfin, que l'acheminement jusqu'à NOVOROSSIYSK en MER NOIRE nécessite ensuite un acheminement par voie maritime à travers les détroits turcs. Or, les autorités d'ANKARA interdisent le passage des pétroliers de gros tonnage pour prévenir un désastre écologique en cas de naufrage. Ce légitime souci de l'environnement lui permet du même coup de promouvoir son projet de CEYHAN sur la côte méditerranéenne.

2.2.2 *Bakou-Supsa et Dubendi-Batoum*

L'oléoduc BAKOU-SUPSA permet d'exporter le pétrole depuis l'AZERBAÏDJAN vers la GEORGIE. Ce projet, comme tous ceux qui libèrent les pays riverains de la CASPIENNE de la tutelle russe, a les faveurs des ETATS-UNIS ; c'est cependant le seul qui ait été mené à terme. Il offre à la GEORGIE le bénéfice des frais de passage tout en les déniait à la RUSSIE et à l'IRAN. Il fournit à l'AZERBAÏDJAN son premier itinéraire d'exportation indépendant de la RUSSIE.

L'oléoduc a servi de thème pour un exercice de coopération militaire entre les Etats du GUAAM, organisation de défense et de coopération économique entre la GEORGIE, l'UKRAINE, l'OUZBEKISTAN, l'AZERBAÏDJAN et la MOLDAVIE, qui tente de

cit., p.200.

³¹ En dehors des guerres, des volumes significatifs de pétrole azéri étaient détournés au cours de la traversée de ce pays.

réduire les liens de dépendance de ces anciennes républiques soviétiques vis à vis de la RUSSIE.

Du point de vue de la sécurité, la situation est cependant loin d'être idyllique. Outre la proximité de l'ARMENIE et du HAUT KARABAKH, le passage en GEORGIE est loin de constituer une assurance de quiétude. Les mouvements nationalistes d'OSSETIE du Sud, d'ADJARIE, et d'ABKHAZIE sont susceptibles d'interrompre cette voie d'évacuation à tout moment. Dans le passé, MOSCOU a manipulé ces nationalistes avec succès pour contraindre le Président Chevardnadze à adhérer à la CEI. Enfin les troupes de MOSCOU, stationnées en GEORGIE pour prévenir les fièvres irrédentistes, pourraient elles-mêmes constituer une capacité de nuisance considérable. Enfin comme tous les débouchés sur la MER NOIRE, cette voie pose le problème du passage des détroits turcs et du surcoût du transport maritime.

Une autre voie géorgienne empruntant le rail permettra bientôt d'évacuer une autre partie du pétrole azerbaïdjanais vers le port de BATOUM.

2.2.3 *Bakou-Tabriz et Bakou-Neka*

Le projet BAKOU-TABRIZ permettrait d'exporter le pétrole de l'AZERBAÏDJAN vers l'IRAN. Ce projet, techniquement facile à réaliser, bénéficierait d'une bonne sécurité et de l'expérience de l'Iran dans le domaine des hydrocarbures. Du point de vue iranien, ce serait une grande victoire stratégique, tant sur le plan commercial (marchés asiatiques) que sur le plan politique (fin probable de la loi d'Amato-Kennedy³² aux ETATS-UNIS, et pérennisation de l'importance du Golfe Persique dans l'approvisionnement de l'OCCIDENT) et régional (renforcement de son rôle dans le Golfe Persique).

Dans le projet BAKOU-NEKA, il s'agit de construire un pipeline sous-marin dans la CASPIENNE pour raccorder l'AZERBAÏDJAN (et l'OUZBEKISTAN) au réseau iranien et faciliter ainsi les accords de *swap*. Le pétrole d'AZERBAÏDJAN serait alors utilisé par les Iraniens, qui exporteraient à leur tour une quantité équivalente de pétrole pour le compte de l'AZERBAÏDJAN. Ce projet aurait des répercussions

³² « ILSA » pour Iran, Libya Sanctions Act d'août 1996. Cette loi américaine impose des sanctions aux compagnies étrangères qui investiraient plus de 20 millions de dollars par an dans le secteur pétrolier ou gazier iranien.

beaucoup plus importantes si le port iranien de NEKA (MER CASPIENNE) était ensuite relié à l'oléoduc de TEHERAN pour permettre une évacuation vers le GOLFE PERSIQUE.

2.2.4 Bakou-Ceyhan (Cote méditerranéenne de la Turquie)

Ce projet permettrait d'exporter le pétrole depuis l'AZERBAÏDJAN vers la TURQUIE sur une distance de 1730 km. Il est soutenu par les ETATS-UNIS car il évite à la fois la RUSSIE et L'IRAN et permet de s'affranchir des détroits de la MER NOIRE. Pour être réellement rentable, cet investissement devra sans doute assurer l'évacuation d'une partie des hydrocarbures du TURKMENISTAN et du KAZAKHSTAN. Ce transport se ferait soit par barge soit par des oléoducs souterrain. Si ce projet devait voir le jour, la TURQUIE, l'AZERBAÏDJAN et la GEORGIE deviendraient alors des acteurs de premier plan sur la scène pétrolière, notamment au détriment de la RUSSIE et de l'IRAN, qui auraient alors perdu une manche importante dans la bataille plus globale des voies d'approvisionnement. Ce projet pharaonique a connu en 1999 un véritable engouement ; aujourd'hui, il semble soulever moins d'enthousiasme. En effet, le coût de l'opération, allié aux révisions à la baisse des réserves prouvées de la région, les difficultés techniques et les dangers d'une traversée du KURDISTAN, ont fini de refroidir les investisseurs les plus hardis. Seuls BP et Amoco assurent toujours la promotion de cette voie turque³³.

La situation peut-être ainsi synthétisée :

« The problem is that the pipeline to be built by 2004 is deigned to carry 1 million barrels of oil per day from the off shore development of the Azerbaijan International Operating Company. But the peak volumes from the AIOC consortium will reach only 800.000 barrels per day sometime after 2005. Returns from other ventures in Azerbaijan's off shore sector have primarily been gas, forcing U.S officials to turn toward Turkmenistan and Kazakhstan for added oil volumes to make the plan work. Because oil output in gas-rich Turkmenistan remains modest, attention has focused on Kazakhstan, where there are hopes

³³ "Proponents of Baku-Ceyhan pipeline project seem optimistic" Alexander's Gas and Oil Connections, vol. 5, issue 19, October 18, 2000, (<http://www.gasandoil.com/goc/history/welcome.html>).

that the Caspian shelf will yields volumes even greater than the giant oilfield at Tengiz »³⁴

2.3 Le TURKMENISTAN

Projets	Destination	Capacité de transport	Longueur	Coût	Etat du projet
Turkménistan-Iran	De Korpedje (Turkménistan) à Kurt-Kui (Iran)	4 milliards de m ³ /an (extensible à 8-9,9 d'ici 2006) Proposition d'extension à 22 milliards m ³ /an en 2005 et 31,2 en 2010	200 km	190 millions de dollars; 300-400 millions de dollars pour l'extension 2005	Operationel depuis décembre 1997
	Serakhs (Turkménistan) à Téhéran (Iran)	Initialement 19,9 milliards de m ³ /an pouvant être étendu à 51-59	N/A	1,5-1,2 milliards de dollars	Projet proposé
Turkménistan -Iran - Turquie	Shatlyk (Turkménistan) à Goran-Tabriz (Iran) et Dogubayazit-Erzeroum-Ankara (Turquie)	28,3 milliards m ³ /an		3,8 à 4 milliards de dollars	Plan mis en sommeil> Etude de faisabilité réalisée par Royal Dutch-Shell.
Asie Centrale- Russie- Europe	Du Turkménistan et Ouzbékistan via le Kazakhstan jusqu'à Saratov (Russie avec raccordement au système de gazoducs russe)	99,1 milliards m ³ /an	utilise des gazoducs existants	N/A	Opérationnel. Le Turkménistan a conclu un accord pour accroître ses exportations vers la Russie pour atteindre 51-59 milliards m ³ /an en 2005-2006.
Turkménistan - Azerbaïdjan - Turquie Gazoduc Transcaspien (TCGP)	De Turkmenbashi (Turkménistan) via Bakou (Azerbaïdjan) et Tbilissi (Géorgie) à Erzurum (Turquie et raccordement au réseau de gazoduc turc)	31,2 milliards m ³ /an	1695 km	2 à 3 milliards de dollars	Projet au point mort; les négociations entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan ont repris en octobre 2001, malgré le départ d'une partie des investisseurs (PSG).
"Centgas" Turkménistan-Pakistan (Inde ?)	De Daulatabad (Turkménistan) via Herat (Afghanistan) à Multan (Pakistan). Pourrait être étendu à l'Inde.	19,8 milliards m ³ /an	1126 km + 643 km en Inde	1,9 milliards de dollars + 500 millions de dollars en Inde	Accord de principe entre le Turkménistan, le Pakistan, l'Afghanistan et l'Ouzbékistan. Projet bloqué du fait de la situation en Afghanistan et en raison de problèmes de financement.
Chine (Japon ?)	Du Turkménistan au Xinjiang (Chine) voire au Japon.	28 milliards m ³ /an	8045 km en Chine	10 milliards de dollars en Chine	Etude de faisabilité conduite par Exxon-Mobil, Mitsubishi, et CNPC

³⁴ LEVYVELD, M., « Nazarbaev To Seek Balance Between US, Russia On », RFE/RL, December 7, 1999.

2.3.1 *L'omniprésence russe*

Même si les estimations divergent quant aux volumes, chacun s'accorde à reconnaître au TURKMENISTAN un fort potentiel gazier. Avec 0,5% des réserves mondiales prouvées, le pays est déjà à la tête de gisements réellement importants dans la région de l'AMU DARYA (DAULETABAD-DONMEZ contient la moitié des réserves du pays)³⁵. Le TURKMENISTAN est lui aussi un cas école d'enclavement, pour qui les exportations de gaz sont vitales (40% du total de ses exportations). Son lien de dépendance par rapport à la Russie est plus fort qu'il ne le souhaiterait, mais comme dans le cas de L'AZERBAIDJAN (ARMENIE) ou du KAZAKHSTAN (minorité russe), il est difficile de s'absoudre de sa géographie, surtout quand votre ancienne métropole coloniale et une puissance régionale de premier plan, qui possède la quasi totalité des gazoducs susceptibles d'acheminer votre production (gazoduc RUSSIE-EUROPE). Pour illustrer cette réalité, rappelons que la les exportations gazières du pays ont été réduites de 26% en 1998 à la suite d'une controverse entre le TURKMENISTAN (ACHKHABAD) et Gazprom (MOSCOU). Ici comme pour le pétrole, il s'agit donc essentiellement de ménager MOSCOU, qui reste incontournable à court terme et probablement plus loin, tout en cherchant à diversifier les possibilités de partenariat.

2.3.2 *Evacuation vers l'Iran*

Le gazoduc KORPEDJE (TURKMENISTAN) à KURT-KUI (IRAN) est la première voie d'évacuation en dehors du réseau de la Russie. Ouvert en 1997, il s'étend sur une longueur de 193 kilomètres. Un autre projet existe vers l'IRAN (De SERAKHS vers TEHERAN), mais progresse difficilement compte tenu de la situation de concurrence qui prévaut entre les deux pays : Là encore, l'IRAN, comme la RUSSIE, est commercialement plus intéressé par des accords de *swap*, ce qui lui permet de protéger ses accès aux marchés extérieurs³⁶. Pour illustrer ce propos, nous rappellerons simplement la politique russe qui consiste à transporter les hydrocarbures des Etats d'ASIE CENTRALE pour faire barrage à l'arrivée des compagnies « occidentales », tout en cantonnant ces produits à

³⁵ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », op. cit., p.215.

des marchés peu solvables. Cette politique ne se dément pas même si, de manière conjoncturelle, la RUSSIE peut avoir un besoin avéré de gaz turkmène pour sa propre consommation intérieure, afin d'honorer les engagements pris par Gazprom vis à vis de l'EUROPE.

2.3.3 *Evacuation vers la Turquie*

Comme pour le pétrole, c'est l'axe qui emporte les suffrages des ETATS-UNIS, car il évite à la fois la RUSSIE et l'IRAN. Mais encore une fois, comme pour le pétrole du KAZAKHSTAN, les projets de gazoduc sous-marins à destination de l'AZERBAÏDJAN, de la GEORGIE et de la TURQUIE représentent des investissements colossaux, une gageure technique et un risque politique que personne n'est en mesure d'évaluer. Dans le cas du TCGP, les choses sont de surcroît compliquées par le fait que l'AZERBAÏDJAN est lui aussi un exportateur de gaz qui entend se tailler la part du lion dans l'utilisation des volumes ainsi transportés³⁷. Concurrent de tous ces voisins, le Président Nyazov explore donc également une voie sud.

2.3.4 *La voie Sud et la voie Est*

Initialement proposée par la compagnie américaine Unocal, ce projet est aujourd'hui dans l'impasse malgré la rencontre en 2000 des présidents Nyazov et Musharaf. La raison de ce blocage est liée à la situation d'anarchie de l'AFGHANISTAN et à la découverte de gisement de gaz au PAKISTAN...

Les propositions chinoises de construction d'un gazoduc à travers l'OUBÉKISTAN et le KAZAKHSTAN ne sont pas réellement prises au sérieux. Ce projet sur une distance de 8000 kilomètres, susceptible de se poursuivre jusqu'au JAPON, se heurte d'emblée à un problème de rentabilité de l'investissement de base. En effet, le TURKMENISTAN n'est tout simplement pas en mesure de l'approvisionner suffisamment, compte tenu de ses capacités actuelles en gaz.

³⁶ *ibid*, p.220.

³⁷ CUTLER, Robert M. "Negotiation proceeding on the Trans-Caspian pipeline", *Alexander's Gas and Oil Connections*, vol.5, issue 6, April 7, 2000 (<http://www.gasandoil.com/goc/history/welcome.html>)

Que ce soit pour le pétrole ou pour le gaz, quelques points majeurs ressortent de l'étude qui précède. Sur le plan économique, la rentabilité des investissements est loin d'être assurée aux conditions actuelles du marché. Sur un plan plus politique, on est frappé par le poids incontournable de la Russie, qui s'emploie à rappeler à ses anciennes colonies leur vassalité intrinsèque. En corollaire de ce point, on notera les efforts d'envergure déployés par les Etats-Unis pour prendre pied dans une région, où la Turquie est son atout le plus attractif. Ce tour d'horizon ne serait pas complet, s'il ne mentionnait pas la Chine, discrètement omniprésente et l'Iran qui tente à la fois de garder sa place dans un marché très disputé, mais qui cherche aussi à briser l'isolement dans lequel les Etats-Unis tentent de le confiner. Ces motivations plus géopolitiques qu'économiques sont l'objet de la dernière partie.

*

* *

3 Le grand Jeu ?

Au-delà des nécessités économiques, la question des hydrocarbures de la CASPIENNE trouve ses ressorts dans un jeu plus subtil. Ces intérêts économiques motivent-ils ses desseins subtils ? En sont-ils uniquement la conséquence ? Ce débat est sans doute sans réponse et n'est pas l'objet de cette étude. Kipling avait qualifié de Grand Jeu le choc des empires russes et britanniques en ASIE; aujourd'hui, il est toujours aussi tentant d'élargir la seule perspective économique des deux parties précédentes. Cette dernière partie s'efforce donc de situer le problème de l'évacuation des hydrocarbures de la CASPIENNE dans le contexte plus global de la lutte d'influence que mènent, à plusieurs niveaux, les grandes puissances. Dans ce jeu, les ETATS-UNIS ont la place primordiale que leur confère leur statut de vainqueur de la guerre froide et leur puissance exclusive. Toutes choses égales, on pourrait presque affirmer au premier abord que leur partie est la plus facile à décrypter, car elle pourrait avoir pour seul objet la préservation d'une situation de dominance acquise ; la situation est en fait plus compliquée. Pour l'UNION EUROPEENNE, les choses sont également complexes : malgré le niveau d'intégration déjà atteint par les membres de ce nouveau pôle, les déterminismes nationaux sont encore très

forts et les affiliations trop contradictoires, pour que l'on puisse discerner un intérêt collectif clairement identifiable. La CHINE a des intérêts immédiats dans la question, mais la nature de ses préoccupations actuelles semble lui décerner, au moins à moyen terme, un rôle mineur sur l'échiquier. Pour la RUSSIE, l'objectif est clair : recouvrer sous une forme ou une autre le rang d'un véritable acteur global. Mais les moyens d'y parvenir et les priorités à établir sont encore confuses, tant le chemin à parcourir est long. Entre les intérêts immédiats, les déterminismes historiques et l'émergence de nouveaux axes stratégiques, la question des hydrocarbures de la CASPIENNE est passionnément représentative d'une lutte d'influence susceptible de favoriser l'émergence de la hiérarchie du siècle en cours.

Après avoir rapidement montré que l'UNION EUROPEENNE et la CHINE n'ont pas acquis la maturité qui leur permettrait de jouer un rôle coordonné dans la région, nous nous pencherons sur le cas de la Turquie et de l'Iran avant d'insister sur celui de la RUSSIE et des ETATS-UNIS dans cette question caspienne.

3.1 UNION EUROPEENNE ET LA CHINE

L'histoire de l'espace caspien, au sens large, au cours du XX^{ème} siècle se confond avec celle du pétrole : comme au MOYEN ORIENT, les pays européens ont lutté farouchement pour disposer de leviers d'influences ou d'implantations solides dans cette région. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler la volonté de l'ALLEMAGNE nazie atteignant les sommets de l'ERIRIRI

affaires étrangères de l'UNION SOVIETIQUE, lors de l'unification allemande. La FRANCE se sent plus proche d'EREVAN, car elle abrite sur son territoire une importante communauté arménienne : la récente loi adoptée par le parlement français pour reconnaître le génocide arménien perpétré par la TURQUIE illustre cette inclination. Le ROYAUME-UNI, quant à lui, accorde sa priorité à l'AZERBAÏDJAN, où la compagnie British Petroleum est très engagée³⁸. On notera que ces intérêts ressemblent curieusement aux intérêts respectifs des différents Etats dans les années suivant la première guerre mondiale, lors de la très brève indépendance des trois Etats transcaucasiens.

Est-ce à dire que l'UNION EUROPEENNE n'a pas de dessein plus global pour la région ? Certainement pas. L'engagement de ces trois nations dans la Guerre contre le Terrorisme en AFGHANISTAN vient opportunément rappeler le contraire. Il est cependant clair que la PESC (Politique Extérieure et de Sécurité Commune), qui constitue le troisième pilier de la politique commune des Etats de l'UNION EUROPEENNE est trop balbutiante pour trouver ici un terrain d'application. Il faut d'ailleurs rappeler que les Etats européens, à l'instar du reste du monde, sont encore plongés dans une phase de redécouverte de l'espace caspien et que la synthèse des intérêts passés et des intérêts à venir n'a pas encore été opérée. Pour autant l'intérêt est réel comme en témoigne le programme de réhabilitation des réseaux routiers ferroviaires et fluviaux de la zone CASPIENNE-CAUCASE. Lancé en 1993, le programme « TRACECA » (Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia)³⁹ vise à désenclaver la région en la soustrayant à l'attraction naturelle de l'IRAN et de la RUSSIE⁴⁰. Cette volonté européenne, réaffirmée en 1998 lors de la conférence de BAKOU.⁴¹

La Chine est dans une situation quelque peu similaire. Pendant toute la période de guerre froide la CHINE a été pour partie absorbée par son face à face avec l'URSS et pour partie préoccupée par la nécessité de préserver sa province du XINJIANG de l'influence islamique des républiques soviétiques de la région. Aujourd'hui, la CHINE offre une alternative intéressante aux pays de la région

³⁸ confer paragraphe 2.2.4 sur l'oléoduc Bakou-Ceyhan

³⁹ <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/caspian2.html>

⁴⁰ POIRIER-COUTANSAIS, C., « l'Union Européenne en Asie Centrale ou la tentation de la puissance », La Revue Internationale et Stratégique, n°36, hiver 1999/2000, p.132.

⁴¹ <http://www.traceca.org>

pour l'évacuation de leurs hydrocarbures. La CHINE a, elle aussi, tout intérêt à prendre pied en ASIE CENTRALE pour s'imposer comme le distributeur de pétrole d'une ASIE appelée à absorber une part croissante de la consommation énergétique de la planète. Malheureusement pour elle, on peut formuler des doutes sur sa capacité à court terme à financer les investissements colossaux pour réaliser ces oléoducs et ces gazoducs. Ajoutons, que la question n'est pas forcément une priorité absolue, si on la considère depuis la lunette de PEKIN. Son rôle ne doit pourtant pas être négligé, car elle constitue un atout appréciable, pour quiconque souhaite réaliser un axe défensif contre d'autres acteurs dans la région. Ici tous les scénarii sont envisageables : CHINE-RUSSIE, CHINE-IRAN...En tant que puissance d'appoint, la Chine est certainement appelée à jouer un rôle complémentaire important dans la région et ce rôle sera déterminant dans l'équilibre des alliances et des inimitiés à un niveau plus global. Pour l'heure, le péril islamique semblerait donner à PEKIN et MOSCOU quelques raisons de se rapprocher. Il en faudra certainement bien davantage pour concrétiser un axe objectif dans le futur, d'autant que les gestes de l'administration Poutine vis-à-vis de l'OCCIDENT, de l'INDE et de l'ASIE CENTRALE de manière générale, ne sont pas de nature à le faire progresser.

3.2 La TURQUIE et l'IRAN

La TURQUIE est non seulement partie à la question de l'évacuation des hydrocarbures de la CASPIENNE, mais elle est aussi un acteur historique de la région, dont la domination s'est étendue sur le continent eurasiatique, du BOSPHORE à l'ALTAÏ et de la MEDITERRANEE à la CHINE. Ses relations avec la RUSSIE sont donc anciennes, puisque c'est l'épopée bolchevique qui mit fin à l'émirat du TURKESTAN. En effet, Enver Pacha meurt en 1922 en défendant BOUKHARA contre l'Armée Rouge, après avoir tenté de soulever les peuples turcs d'ASIE CENTRALE pour recréer un empire touranien des steppes⁴².

En 1991, la TURQUIE caresse un temps des velléités panturques vis-à-vis des nouvelles républiques turcophones d'ASIE CENTRALE et du CAUCASE – KAZAKHSTAN, OUZBEKISTAN, TURKMENISTAN, KIRGHIZSTAN et AZERBAÏDJAN. On

notera d'ailleurs à la même époque une politique tout à fait semblable en BOSNIE HERZEGOVINE. Dans cette partie, où les enjeux ne sont pas seulement culturels, ANKARA a le soutien des Etats-Unis pour défaire la région de l'emprise de Moscou. Ce jeu des hydrocarbures a conduit la TURQUIE à se rapprocher de la GEORGIE en raison des difficultés qui opposent ANKARA et l'ARMENIE à la suite du conflit du HAUT-KARABAKH.

Quelle est la portée réelle du jeu de la Turquie dans la région ? Il semble jusqu'à présent que son pouvoir d'attraction ait été assez faible vis-à-vis des nouvelles républiques d'Asie et du CAUCASE. Ainsi la parenté des langues n'aurait pas été un atout décisif ? D'aucun verront dans le changement de régime de l'AFGHANISTAN l'ingrédient qui avait jusque là manqué à l'affirmation d'un nouveau leadership turc sur la région ?⁴³.

L'IRAN est lui aussi caractérisé par ses ambitions sur la région et par l'indigence de ses atouts. Nonobstant le fait que l'IRAN soit un pays riverain de la CASPIENNE et qu'il soit, dans l'absolu, en mesure d'offrir un débouché pour le pétrole de cet espace, il n'en a pas encore les moyens. En effet, malgré son avantage géographique et son expertise en matière pétrolière, l'IRAN souffre non seulement de la loi D'Amato-Kennedy mais aussi de l'état de concurrence dans lequel il se trouve vis-à-vis de ses

la Sublime Porte⁴⁵. *A contrario*, l'alliance objective ANKARA-TEL AVIV-WASHINGTON pousse TEHERAN à renouer des liens étroits avec MOSCOU dans le cadre des routes de la soie. Ces routes permettraient en effet à la république islamique de retrouver une place sur la scène internationale en misant sur sa position de carrefour incontournable. Ainsi l'axe IRAN-RUSSIE, qui apparaît de prime abord semblable à l'alliance de l'eau et du feu, a trouvé quelques développements surprenants lors de la guerre du HAUT-KARABAKH : l'ARMENIE chrétienne fut ici soutenue par l'IRAN chiite contre l'AZERBAÏDJAN ! Dans ce même registre, on est frappé de constater la modération de l'IRAN à l'occasion de la guerre civile du TADJIKISTAN, certes sunnite, mais persanophone.

3.3 La RUSSIE

La RUSSIE pour sa part a de multiples raisons de s'affirmer comme un acteur majeur de la région. Les raisons d'ordre économique sont les plus objectives et elles ont déjà été quelque peu mises en lumière dans les paragraphes précédents. Nous étudierons successivement les routes de la soie et le cadre de la CEI avant d'aborder le concept d'étranger proche et la phobie de l'ingérence occidentale, pour insister enfin sur le rôle de rempart chrétien contre l'islamisme.

Le concept du contrôle des nouvelles routes de la soie synthétise bien les prétentions de la RUSSIE⁴⁶. Il s'agit de refaire de la Russie ce passage obligé entre l'Europe et L'ASIE-PACIFIQUE⁴⁷. Le contrôle de ces routes procurerait à la Russie un avantage géopolitique majeur localement, régionalement, et même mondialement, compte tenu de la valeur stratégique des hydrocarbures qui transiteront par son réseau d'oléoducs. Tout accord de nature à la départir de

⁴⁵ Cette généralisation n'exclut pas des rapprochements conjoncturels, comme en Bosnie Herzégovine où les deux pays participèrent de concert à la mise sur pied de la 9^{ème} Brigade musulmane de Travnik en 1993.

⁴⁶ CHAUPRADE, A., « Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire », op.cit., p.569.

⁴⁷ ROGOV, S., Conférence à l'Institut Français des Relations Internationales du 18 décembre 1997, cité par CHAUPRADE, ibid. et ROMER, J-C, « Géopolitique de la Russie », Economica, op.cit., p.74.

son caractère de carrefour incontournable est jugé hostile (GUUAM⁴⁸, TRACECA...). Plusieurs axes se dessinent en ASIE CENTRALE et au CAUCASE vis-à-vis de la RUSSIE. D'un côté, le KAZAKHSTAN et l'OUZBEKISTAN ont fait figure de bons élèves de la CEI pendant la période 1991-1995 en signant tous les textes proposés par la RUSSIE. D'un autre côté, l'AZERBAÏDJAN et le TURKMENISTAN furent d'emblée les mauvais élèves de la classe, qui manifestèrent des velléités centrifuges. Dans des positions plus médianes, on trouve la GEORGIE (adhésion imposée à la CEI) et L'ARMENIE. A partir de 1996, le KAZAKHSTAN a poursuivi dans la voie de l'intégration⁴⁹, l'ARMENIE s'est rapprochée de la RUSSIE, alors que parallèlement l'AZERBAÏDJAN s'en est encore éloignée. Il est d'ailleurs intéressant de noter que quatre jours après la signature de l'accord de 1996, la BIELORUSSIE et la RUSSIE ont signé un accord encore plus poussé pour constituer la « Communauté des Républiques souveraines » : doit-on y voir une indication de la fin ultime que MOSCOU assignerait à la CEI, tandis que ses membres aspireraient, à des degrés divers à davantage d'autonomie ?⁵⁰

A fortiori, toute irruption d'une puissance étrangère (ETATS-UNIS, EUROPE, CHINE, IRAN, TURQUIE, OTAN) est jugée comme une provocation. Ainsi, la plupart des élites russes considèrent « *la politique américaine envers la CEI, y compris dans la région de la mer Caspienne et dans le Caucase comme fondamentalement anti-russe* ». ⁵¹

Dans la région, la RUSSIE n'est pas intéressée par les seules considérations économiques. En effet, elle affirme que sa sécurité commence aux frontières de la CEI⁵² en général et aux frontières méridionales de la CEI en particulier : c'est d'ailleurs à cette frontière que la question d'une défense intégrée a revêtu une

⁴⁸ Union informelle du 10 octobre 1997 de la Géorgie, de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan, et de la Moldavie, dont le but est de réduire la dépendance de ces Etats vis-à-vis de Moscou, notamment en matière d'approvisionnement pétrolier.

⁴⁹ Accord sur la « Communauté des Etats Intégrés », signé par la Russie, la Biélorussie, la Kirghizie et le Kazakhstan.

⁵⁰ ROMER, J-C, « Géopolitique de la Russie », op.cit., p.59.

⁵¹ BONNET, F., « les experts russes redéfinissent les relations stratégiques avec Washington », le Monde, 4-5 juin 2000, cité par Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », op. cit., p.79.

⁵² ROMER, J-C, « Géopolitique de la Russie », op.cit., p.60.

importance toute spéciale⁵³. C'est pour cette raison, qu'en 1992, un conseiller du Président Eltsine, a formulé pour la première fois le concept « d'étranger proche ».

Ce concept d'étranger proche est à interpréter par le prisme de l'histoire coloniale russe. Contrairement à l'expansion coloniale du reste de l'EUROPE qui s'est affirmée par delà les mers, la colonisation russe est continentale. C'est-à-dire qu'il y a toujours eu contiguïté entre la métropole et ses colonies⁵⁴. En outre cette quête coloniale, contrairement à la celles des autres pays d'EUROPE, ne fut pas le luxe d'une nation déjà bien établie, mais la conquête par laquelle la RUSSIE se faisait :

« Tenant d'une pièce, cet empire où les limites des terres des conquérants et celles des terres conquises ne sont pas clairement distinguées, est comparable aux empires terrestres de l'Antiquité, ou aux empires asiatiques mongols et chinois. En d'autres termes, la colonisation russe n'est pas une rupture dans l'évolution historique de la Russie. Elle fait partie des origines historiques du pays, c'est-à-dire de la formation des assises territoriales de la Russie, à partir d'une lente extension de la Moscovie »⁵⁵.

Au siècle dernier, la région CAUCASE - ASIE CENTRALE est une zone tampon entre les empires russe et anglais. Aujourd'hui, il est tentant de voir dans cette même région la rencontre des empires russe et américains : n'est-ce pas cependant un peu caricatural ? Ce qui est certain, c'est que la RUSSIE voit sa présence dans la zone – au moins en partie – comme un rempart entre les mondes chrétien et musulman.

Au sud, c'est en effet la menace islamique que Moscou brandit en se présentant comme l'avant poste de la défense de l'EUROPE : du même coup elle affirme son propre caractère européen. Si les arguments ne font pas défaut pour étayer cette peur du fondamentalisme (Wahhabisme de la vallée de la FERGHANA, de TCHETCHENIE et du DAGHESTAN, Taliban d'AFGHANISTAN,

⁵³ Traité de sécurité collective de Tachkent du 15 mai 1992 et intervention au Tadjikistan en août 1992 à l'occasion de laquelle B.ELTSINE déclarera « Les Frontières du Tadjikistan avec l'Afghanistan sont aussi les frontières de la Russie ».

⁵⁴ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », op. cit., p.44.

⁵⁵ Ibid, p.44.

panturquisme, Iran chiite...), il convient de souligner que l'utilisation de l'argument islamique, en bien⁵⁶ et en mal, est une constante russe. En plus du message distillé à l'OCCIDENT, l'argument islamiste est un ferment d'unité nationale en interne, et permet régionalement de légitimer des régimes autoritaires qui, sans ce faire-valoir, ne trouveraient pas grâce aux yeux de l'OCCIDENT.

3.4 ETATS-UNIS

3.4.1 *Les Facteurs déterminants de l'attitude des ETATS-UNIS*

L'attitude des ETATS-UNIS, comme celle des autres acteurs déjà présentés est parfois difficile à déchiffrer. Les intérêts économiques à court terme sont une première rationalité qui cohabite avec des raisonnements stratégiques et géopolitiques de moyen et long terme : assurer la domination américaine dans une zone riche en pétrole et éviter la réapparition d'un empire russe pourraient être les deux lignes suivies par WASHINGTON. Parmi les facteurs influents sur l'attitude américaine, nous étudierons la question pétrolière, avant d'aborder la sécurité régionale et la RUSSIE.

De manière générale, il s'agit pour les ETATS-UNIS de se servir de ses compagnies pétrolières nationales, comme d'une courroie de transmission, sans pour autant laisser ces dernières contrôler cette denrée stratégique⁵⁷. Ainsi les choix économiquement absurdes côtoient les affaires les plus lucratives. Quoi qu'il en soit, l'intérêt pour la région est réel puisque les ETATS-UNIS, qui exportaient du pétrole voilà vingt ans, seront des importateurs nets dans dix ans. Ainsi en 1997, à la suite d'une visite du Président Bill Clinton en AZERBAÏDJAN, ce dernier a déclaré au Président Aliev que la région était « une zone d'intérêts stratégiques américains ».

Un des problèmes majeurs est celui de la stabilité de la région : où que l'on se place, les potentialités de conflit sont importantes ou déjà avérées. L'expression de nœud caspien⁵⁸ trouve ici tout son sens. WASHINGTON voit d'ailleurs dans la

⁵⁶ ROMER, J-C, « Géopolitique de la Russie », op.cit., p.82.

⁵⁷ voir document en annexe : cette affirmation relève du vœux pieu pour les adeptes de la thèse du complot dont le Chicago Tribune du 18 mars 2002 se faisait l'écho.

⁵⁸ ROY, O., « La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations », Seuil, 1997.

faiblesse des Etats de la CASPIENNE et du CAUCASE la source de l'influence persistante de MOSCOU dans la région. Faute de pouvoir assurer leur propre sécurité, ces jeunes Etats se tournent naturellement vers la RUSSIE.⁵⁹ Le TADJIKISTAN lui doit son retour à la paix civile, le TURKMENISTAN lui doit sa frontière sud, le KAZAKHSTAN est l'otage de sa minorité russe ; seul l'OUZBEKISTAN est en mesure de se passer de Moscou pour sa sécurité : c'est la raison pour laquelle Islam Karimov est le champion des Américains malgré ses piètres facultés à transformer son pays en démocratie. Dans ce domaine de la sécurité, la RUSSIE conserve tous ses atouts⁶⁰ et Zbigniew Brzezinski résumait ainsi la situation : “ *RUSSIA will be too weak to reimpose its imperial domination but too powerfull to be excluded* »⁶¹

Les ETATS-UNIS sont aussi fort bien implantés dans cette région. C'est en étudiant d'abord les relations qu'ils ont avec la TURQUIE , puis avec L'ARABIE SAOUDITE (et le Moyen Orient) et enfin les positions géopolitiques envers les autres Etats que nous essayeront de déterminer les facteurs de d'influence et de détermination de la politique des ETATS-UNIS dans cette région, barycentre de la RUSSIE, de L'ASIE CENTRALE, de la MEDITERRANEE, de l'EUROPE du Sud-est et du Moyen-Orient.

3.4.2 Des atouts de la TURQUIE à l'oléoduc BAKOU-CEYHAN

Les compagnies pétrolières américaines se sont intéressées à la MER CASPIENNE bien avant que le Département d'Etat soit à même de développer une politique globale dans la région. Après l'effondrement de L'UNION SOVIETIQUE, WASHINGTON avait misé sur l'exportation du modèle turc afin de bloquer la possible expansion de l'influence iranienne. Mais il est vite apparu que la puissance russe ne refluerait pas rapidement, et ce d'autant plus qu'ANKARA n'était pas capable d'apporter rapidement des solutions aux

⁵⁹ CHETERIAN, V., “Feature : back in the Saddle”, Transitions Online, March 14, 2000. <http://www.tolo.cz> .

⁶⁰ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », op. cit., p.84.

⁶¹ Brzezinski, Z., “The Grand Chessboard: American Premacy and its geostrategic imperatives”, Basic Books, 1997, p.148.

problèmes des nouvelles républiques indépendantes⁶². Pour les ETATS-UNIS l'aide à la TURQUIE est donc primordiale. La TURQUIE est le pilier oriental de l'OTAN par sa puissance militaire et son implantation en bordure du monde islamique moyen-oriental ; le pays est allié depuis 1996 avec ISRAËL et est de surcroît candidat à l'UNION EUROPEENNE.

C'est sous cet angle, qu'il faut sans doute regarder l'intervention des ETATS-UNIS dans la traque du leader kurde du PKK⁶³ Abdullah Ocalan : il s'agissait pour eux, par une action américano-israélienne, de livrer au gouvernement turc l'ennemi public numéro un d'ANKARA et celui qui était en mesure de déstabiliser la pièce maîtresse du jeu américain dans la question de l'évacuation des hydrocarbures de la CASPIENNE. En marge de ce calcul objectif, ce soutien américain était réclamé avec insistance en TURQUIE, où premier ministre Bülent Ecevit, en faisait une condition à la reconduction de l'utilisation de la base d'INÇIRLIK contre les objectifs situés en territoire irakien.

Dans ce domaine des hydrocarbures, les ETATS-UNIS ne se satisfont pas du fait accompli russe. En effet, la rente de situation de Gazprom dans la région, est pour eux un danger permanent. Ce danger est double : il pèse aussi bien sur les pays consommateurs occidentaux, que sur les pays exportateurs de la CASPIENNE. Les premiers sont à la merci d'un pays tiers qui a montré par le passé des humeurs fantasques, les seconds sont cantonnés par les Russes, soit à exporter vers des marchés souvent insolubles, soit à payer un péage important à Gazprom, ce qui maintient leur lien de dépendance vis-à-vis de leur ancienne métropole.⁶⁴ En la matière, les ETATS-UNIS misent clairement sur la TURQUIE qui peut, à l'instar de la RUSSIE et de l'IRAN, prétendre à un rôle de carrefour et donc de leadership régional. En effet, selon les estimations des experts militaires et les annonces faites par le gouvernement de MOSCOU lui-même, l'armée russe, en pleine déliquescence mais aussi en pleine restructuration est actuellement en train de diminuer considérablement, et il

⁶² Ces mêmes républiques montrent d'ailleurs un empressement tout relatif à affirmer leur caractère touranien, même si elles sont sincèrement intéressées par toutes les options qui leur permettent de se soustraire au dialogue obligé avec Moscou.

⁶³ Parti des Travailleurs du Kurdistan.

⁶⁴ confer la dispute entre le Turkménistan et Gazprom en 1996-1997, qui engendra une baisse de 25,9% du PIB de ce pays. <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/caspian2.html> .

n'est pas impossible que dans les années qui viennent, les puissance militaires turque et russe soient sensiblement équivalentes. Enfin, il convient de remarquer que si les hydrocarbures quittent le CASPIENNE par la côte sud de la TURQUIE⁶⁵, ils seront alors chargés et transportés dans des eaux où patrouille la Sixième Flotte américaine, loin de la flotte russe de la MER NOIRE.

3.4.3 *L'ARABIE SAOUDITE et le Moyen Orient*

Dans la région de la CASPIENNE les Américains cherchent à réduire leur dépendance future vis-à-vis du pétrole du GOLFE ARABO-PERSIQUE⁶⁶.

L'accès aux sources énergétiques serait un intérêt vital, afin de subvenir non seulement à leur consommation domestique, mais aussi aux besoins sans cesse croissants de leur industrie, alors que leurs propres réserves ont une durée de vie de plus en plus limitée. Ainsi, pour s'assurer de cet approvisionnement, il est nécessaire de sécuriser les sources actuelles, mais aussi de les diversifier. La sécurisation peut aujourd'hui être considérée comme acquise : la présence militaire américaine, qui, il y a encore quinze ans, se composait essentiellement d'une présence navale dans l'OCEAN INDIEN et dans le GOLFE ARABO-PERSIQUE, s'est considérablement renforcée depuis la Guerre du Golfe. Un important contingent américain est resté afin de protéger le KOWEÏT et l'ARABIE SAOUDITE, de surveiller l'IRAK faute de pouvoir changer le régime de ce pays.

Pour autant, la question des intérêts vitaux des ETATS-UNIS dans la région de la CASPIENNE est sujette à controverse.⁶⁷ En effet, les réserves d'hydrocarbures de la CASPIENNE, telles que nous les connaissons, ne constitueront jamais un substitut des hydrocarbures du GOLFE PERSIQUE. Il s'en suit que la CASPIENNE n'aura jamais qu'un rôle d'appoint dans l'approvisionnement des grands

⁶⁵ Oléoduc Bakou-Ceyhan.

⁶⁶ Il ne s'agit que de réduction car les liens entre l'Arabie Saoudite et le lobby politico-pétrolier américain sont très étroits. Des études récentes ont montré jusqu'aux liens financiers qui unissaient jusqu'à un passé récent l'actuel président Bush à Salem Ben Laden, frère d'Oussama ! BRISSARD, J.C., et DASQUIE, G., « Ben Laden, la vérité interdite », Denoël Impacts, novembre 2001, p.219 et 297.

⁶⁷ OLCOTT, M.B., « Politics of Economic Distribution in the Caspian Sea States », Testimony before the US Senate Foreign Relations Committee, Sub-committee on International Economic Policy, Export and Trade Promotion, April 12, 2000.

marchés de consommation et que la région n'est pas forcément digne de
les attentions qui lui sont portées et de m'est pasmastrucde c,sinte51es

conjointes avec la RUSSIE pour défendre la sécurité de l'ARMENIE et parlent d'un « axe » avec la RUSSIE et l'IRAN. En essayant de supplanter la prééminence des affiliations russes par le biais d'organisations de défense ou d'entreprises pétrolières, WASHINGTON tente de pousser la RUSSIE à accepter une position très inférieure à ses prétentions régionales. En dehors du fait que le but de cette politique peut paraître utopique⁷¹, il faut bien reconnaître que les résultats ne sont pas encore à la hauteur des efforts déployés. Certains vont même jusqu'à affirmer que cette politique nuit à la stabilisation de la région car elle procède d'une surestimation systématique des intérêts réels des Américains dans la région :

*« By providing RUSSIA and Iran with a reason to undermine local US allies who will not be supported in a crisis, American policy may in fact end up helping destabilize the CASPIAN BASIN ».*⁷²

De la même manière, l'implication de l'OTAN dans la surveillance des *pipelines*, loin de redonner un second souffle à l'alliance, pourrait contribuer à sa surchauffe et à la perte de son sens. Pourtant, l'heure n'est pas aux pronostics hasardeux car il est certain que l'intervention en AFGHANISTAN est un évènement majeur dont les conséquences sur les équilibres de la région ne sont pas encore tirées. Par cette intervention, les ETATS-UNIS se posent peut-être en concurrent réel de la puissance militaire russe dans la région ? Peut-être se posent-ils aussi en partenaires de cette même puissance russe en amorçant la naissance d'un axe WASHINGTON-MOSCOU-TACHKENT pour lutter contre le terrorisme wahhabite et le trafic de drogue ? A l'heure actuelle, tous ces scénarii sont valides.⁷³

En ce qui concerne l'IRAN, la politique américaine d'isolement de ce pays a été un échec pour les ETATS-UNIS. Des compagnies multinationales, entre autres européennes et russes, ont violé l'embargo imposé à TEHERAN et se sont réservées des transactions juteuses ainsi qu'une place de choix dans l'ensemble de ces marchés et de ces itinéraires. Les désaccords politiques

⁷⁰ Valinakis, Y., « La région de la Mer Noire,, défis et opportunités », Cahiers de chaillot n°36, juillet 1999 <http://www.weu.int/institut/chaillot/chai36f.html>

⁷¹ Confer § 3.3. sur la nature de la colonisation russe.

⁷² LIEVEN,A., « The (Not So) Great Game », The National Interest, n°58, Winter 1999/2000, pp.69-80.

⁷³ « US Edges into Central Asia », Stratfor, September 15, 2000. <http://www.stratfor.com> .

entre l'UNION EUROPEENNE et les ETATS-UNIS incitent également WASHINGTON à adopter une nouvelle politique en IRAN. Le *lobby* des producteurs américains d'énergie a exercé des pressions, afin de mettre un terme aux sanctions, tandis que les autorités plaidaient pour un processus de réconciliation fondé « sur un nombre impressionnant d'intérêts communs ». La décision prise par WASHINGTON en 1999 d'autoriser les ventes de produits alimentaires et de médicaments est un premier signe d'un allègement des sanctions à l'égard de l'IRAN. Les ETATS-UNIS ont également demandé la reprise d'un dialogue avec l'IRAN, sans succès jusqu'à présent.

En voulant remplacer la RUSSIE pour assurer la sécurité de la région, les ETATS-UNIS mènent une politique à court terme, qui peut s'avérer déstabilisante, et contre-productive pour leurs objectifs à moyen et long terme. En outre, les implications de cette politique ne manqueront pas de se faire sentir sur l'évolution de l'OTAN en EUROPE.

*

* *

4 Conclusion.

Les ressources en hydrocarbures de la MER CASPIENNE se trouvent au cœur d'une région qui redécouvre son rôle historique de carrefour et l'ancienneté de sa civilisation après près de quatre-vingt années de gel géopolitique. Les pays de la région sont conscients du poids historique de la période soviétique et tentent chacun dans leur voie de sortir de ce déterminisme. Il n'y a pas réellement de conscience régionale commune et c'est en front désunis que ces pays tentent de diversifier leurs partenaires. La richesse pétrolière de la région est incontestable ; cependant l'ampleur de cette richesse reste encore à établir : pour l'heure, il semble que les estimations initiales aient été par trop optimistes. La région pourrait avoir un rôle comparable à celui des richesses de la MER DU NORD pour le pétrole et celui de l'AMERIQUE DU NORD pour le gaz. Si ces estimations devaient se confirmer, elles seront mises en balance avec l'instabilité remarquable de la région et contre les investissements colossaux envisagés par les compagnies pétrolières pour les évacuer. Dans la CASPIENNE

comme dans le CAUCASE, la RUSSIE demeure chez elle. Le fait que ses voisins soient tous en concurrence pour vendre leurs richesses et que la RUSSIE jouisse d'un monopole de fait ne joue pas en faveur des ETATS-UNIS, qui refusent de considérer la question rationnellement. La confusion perpétuelle des arguments économiques et des desseins stratégiques est un ferment supplémentaire d'instabilité dans une région qui possède déjà une forte propension à s'enflammer. Dans cette passion économique, stratégique et religieuse, de nouveaux acteurs potentiellement forts, comme L'UNION EUROPEENNE, la CHINE et l'IRAN parviendront sans doute à s'imposer comme des garde-fous pour éviter que les Grandes Manœuvres des ETATS-UNIS n'engendrent ni la rancœur de la RUSSIE, ni les pertes de contrôle qui ont permis au cours des décennies précédentes l'accession au pouvoir de toutes sortes de régimes extrémistes. L'EUROPE en particulier à une carte à jouer en la matière si elle entend ancrer la RUSSIE sur le continent européen pour éviter que ne renaisse son complexe de l'encerclement. Il y a donc bien un grand jeu dans la mesure où la région est effectivement un terrain d'affrontement. Ce Grand jeu est cependant à relativiser car personne en « EURASIE » n'a intérêt à départir la RUSSIE bicéphale de l'une de ses têtes, qui regarderont toujours à la fois vers l'EUROPE et l'ASIE.

Ainsi on peut se demander si le « Grand Jeu » n'est pas mené avec beaucoup de légèreté par les ETATS-UNIS au regard des conséquences qu'il pourrait entraîner. Ces problèmes ne sont pas sans rappeler ceux de l'eau au MOYEN ORIENT, une question qui risque, elle aussi, de s'ajouter bientôt à l'équation déjà complexe de la région CASPIENNE-CAUCASE.

Table des matières

1.	ESPACE ET STATUT DE LA CASPIENNE	3
1.1	Les Etats de l'espace du Grand Jeu	3
1.1.1	<i>L'AZERBAÏDJAN</i>	4
1.1.2	<i>L'IRAN</i>	5
1.1.3	<i>Le KAZAKHSTAN</i>	5
1.1.4	<i>La RUSSIE</i>	7
1.1.5	<i>Le TURKMENISTAN</i>	8
1.1.6	<i>L'OUZBEKISTAN</i>	9
1.1.7	<i>L'ARMENIE</i>	10
1.1.8	<i>La GEORGIE</i>	11
1.1.9	<i>LA TURQUIE</i>	12
1.2	Le statut de la mer CASPIENNE	13
1.2.1	<i>Description physique</i>	13
1.2.2	<i>Les existants en hydrocarbure</i>	14
1.2.2.1	<i>Le gaz naturel</i>	14
1.2.2.2	<i>Le pétrole</i>	14
1.2.3	<i>Le statut</i>	15
2	LES TRACES POSSIBLES	18
2.1	LE KAZAKHSTAN	19
2.1.1	<i>Atyraou-Samara, Tengiz-Novorossiysk (CPC) et l'oléoduc Transcaspien.</i>	20
2.1.2	<i>Vers une route Sud : la piste chinoise et pakistanaise</i>	20
2.2	L'AZERBAÏDJAN	21
2.2.1	<i>Baku-Novorossiysk et la nouvelle route nord</i>	23
2.2.2	<i>Bakou-Supsa et Dubendi-Batoum</i>	23
2.2.3	<i>Bakou-Tabriz et Bakou-Neka</i>	24
2.2.4	<i>Bakou-Ceyhan (Cote méditerranéenne de la Turquie)</i>	25
2.3	Le TURKMENISTAN	26
2.3.1	<i>L'omniprésence russe</i>	27
2.3.2	<i>Evacuation vers l'Iran</i>	27
2.3.3	<i>Evacuation vers la Turquie</i>	28
2.3.4	<i>La voie Sud et la voie Est</i>	28
3	LE GRAND JEU ?	29
3.1	UNION EUROPEENNE ET LA CHINE	30
3.2	La TURQUIE et l'IRAN	32
3.3	La RUSSIE	34
3.4	ETATS-UNIS	37
3.4.1	<i>Les Facteurs déterminants de l'attitude des ETATS-UNIS</i>	37
3.4.2	<i>Des atouts de la TURQUIE à l'oléoduc BAKOU-CEYHAN</i>	38
3.4.3	<i>L'ARABIE SAOUDITE et le Moyen Orient</i>	40

3.5	Les autres Etats : le CAUCASE et l'IRAN	41
4	CONCLUSION.	43
	BIBLIOGRAPHIE	47

Bibliographie

BONNET, F., *les experts russes redéfinissent les relations stratégiques avec Washington*, le Monde, 4-5 juin 2000

BRZEZINSKI, Z., *The Grand Chessboard: American Premacy and its geostrategic imperatives*, Basic Books, 1997, p.148.

CHAUPRADE, A., *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, août 2001, p.462.

CHETERIAN, V, *Eldorado ou mirage ?* Le Monde Diplomatique, octobre 1997.

CHETERIAN, V, *Face-à-face américano-russe autour de la Caspienne « Grand jeu » pétrolier en Transcaucasie*, Le Monde Diplomatique, octobre 1997.

CUTLER, Robert M., *Azerbaijan Vs. Turkmenistan : The Caspian Offshore Oil and Gas conflict*, Central Asia-Caucasus Institute Analyst (biweekly briefing), January 19, 2000.

DJALILI, M-R, ET KELLNER, T, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Publications de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève, PUF, mars 2001.

DUPARC, A., *La Russie et le Kazakhstan, s'entendent sur un partage du pétrole de la Caspienne*, Le Monde, 8 juillet 1998.

HILL, D., *Kazakhstan : Caspian Sea Rise Threatens Cities, Industries, Oil Fields*, Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), 18 July 1997.

KNIGHT, R., *Is the Caspian an Oil Eldorado*, Time, June 29, 1998, P.28.

LEVYVELD, M., *Nazarbaev To Seek Balance Between US, Russia On*, RFE/RL, December 7, 1999.

LIEVEN, A., *The (Not So) Great Game*, *The National Interest*, n°58, Winter 1999/2000, pp.69-80

MANTRAN, R., *Histoire de la Turquie*, 7^{ème} éd., collection « Que sais-je », n°539, PUF, 1993, p.105.

MEESE, R., *La mer Caspienne : quelques problèmes actuels*, *Revue Générale de Droit International Public*, n°2, pp.405-423

MICHEL, S., *Etats-Unis et Iran «guerroient» à Herat*, *Le Figaro*, 24 mars 2002.

MUWAKKIL, S., « Pipeline politics taint U.S. war », *Chicago Tribune*, March 18, 2002.

OLCOTT, M.B., *Politics of Economic Distribution in the Caspian Sea States*, Testimony before the US Senate Foreign Relations Committee, Sub-committee on International Economic Policy, Export and Trade Promotion, April 12, 2000.

POIRIER-COUTANSAIS, C., *l'Union Européenne en Asie Centrale ou la tentation de la puissance*, *La Revue Internationale et Stratégique*, n°36, hiver 1999/2000, p.132.

ROGOV, S., Conférence à l'Institut Français des Relations Internationales du 18 décembre 1997.

ROMER, J-C, *Géopolitique de la Russie*, *Economica*, janvier 1999, p.59

ROY, O., *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations*, Seuil, 1997

VALINAKIS, Y, *La région de la Mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe*, les cahiers de CHAILLOT n°36, juillet 1999.

Visualisation des tracés des différents pipelines sur
<http://www.oricom.ca/ylerhum/Histo1/histocarte1.htm>

US Energy Information, <http://www.eia.doe.gov> .

Russia seeking Oil dominance, Strategic Forecasting, February 25, 2002,
<http://www.stratfor.com>

US Edges into Central Asia, Stratfor, September 15, 2000.
<http://www.stratfor.com>

Kazakhstan reaffirms commitment to multiple pipelines, Alexander's Gas and Oil Connections, vol. 5, issue 12, July 07, 2000,
<http://www.gasandoil.com/goc/history/welcome.html>

Proponents of Baku-Ceyhan pipeline project seem optimistic, Alexander's Gas and Oil Connections, vol. 5, issue 19, October 18, 2000,
<http://www.gasandoil.com/goc/history/welcome.html>.

CUTLER, Robert M. *Negotiation proceeding on the Trans-Caspian pipeline*, Alexander's Gas and Oil Connections, vol.5, issue 6, April 7, 2000,
<http://www.gasandoil.com/goc/history/welcome.html>

CHETERIAN, V., *Feature : back in the Saddle*, Transitions Online, March 14, 2000. <http://www.tolo.cz>

<http://www.traceca.org>

1. Carte générale de la région

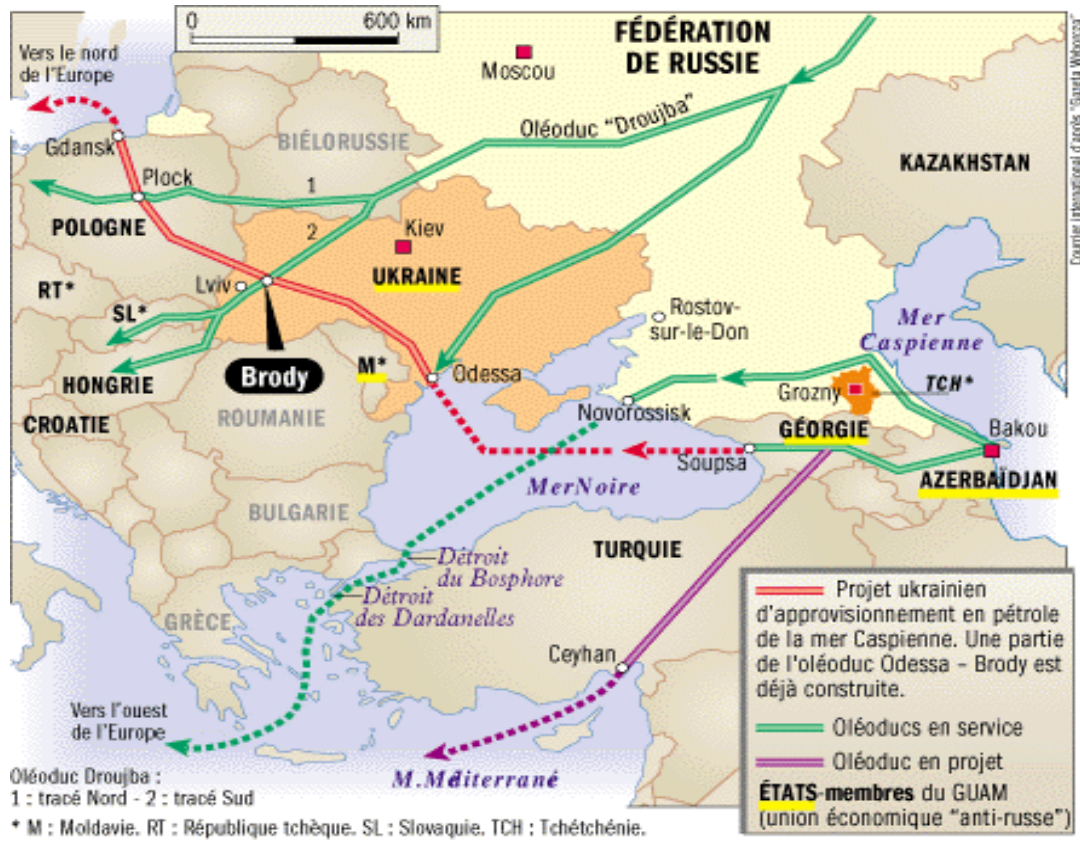


2. Le problème du statut

«Partage» de la Mer Caspienne



3. La voie Turque vers la Méditerranée



4. L'Afghanistan, dernière illustration des appétits pétroliers ?

chicagotribune.com

March 18, 2002

O...

37°

Greater Chicago Food Depository

Please [register](#) or [log in](#) | [Member services](#)

Site index...

[Weather / Traffic](#)

[Classified](#)

[Shopping center](#)

[Special sections](#)

[News / Home](#)

[Local](#)

- [Chicago](#)
- [TribWest](#)
- [Lake](#)
- [Northwest](#)
- [McHenry](#)
- [Southwest](#)

[Nation/World](#)

[Editorials & Opinion](#)

- [Voice of the People](#)
- [Commentary](#)
- [Perspective](#)

[Columnists](#)

- [Steve Chapman](#)
- [Bob Greene](#)
- [John Kass](#)
- [Clarence Page](#)
- [Mary Schmich](#)
- [Dawn Turner Trice](#)
- [Don Wycliff](#)
- [Eric Zorn](#)

[Special reports](#)

[Obituaries](#)

Pipeline politics taint U.S. war

Salim Muwakkil. Salim Muwakkil is a senior editor at In These Times
Published March 18, 2002

[E-mail this story](#)

[Printer-friendly format](#)

[Search archives](#)

An ongoing source of frustration and anger for many Americans is the lack of support the war on terrorism has received abroad. Other nations are considerably less enthusiastic about our use of "daisy cutter" and "thermobaric" bombs than we think they should be. Why is that?

One reason is their media. Stories alleging imperial and commercial motives for the war on terrorism are rife.

Outside this country, there is a widespread belief that U.S. military deployments in Central Asia mostly are about oil.

An article in the Guardian of London headlined, "A pro-western regime in Kabul should give the U.S. an Afghan route for Caspian oil," foreshadowed the kind of skeptical coverage the U.S. war now receives in many countries.

"The invasion of Afghanistan is certainly a campaign against terrorism," wrote author George Monbiot in the Oct. 22, 2001, piece, "but it may also be a late colonial adventure."

Adve

How adve

[Community info](#)
[Corrections](#)
[Archives](#)

[Business](#)

[Technology](#)

[Sports](#)

[Leisure](#)

[Travel](#)

[Registration](#)

[Customer service](#)

Special reports

[2001 School Report Card](#)

[All special reports](#)

Top news headlines

[Israeli Troops Pull Out of Bethlehem](#)

[Bush Offers Warnings on Economy](#)

[Candidates crisscross state in final campaign swing](#)

[3 charged with hate crimes in church arson attacks](#)

[Federal Plaza rally rules eased](#)

He wrote that the U.S. oil company Unocal Corp. had been negotiating with the Taliban since 1995 to build "oil and gas pipelines from Turkmenistan, through Afghanistan and into Pakistani ports on the Arabian sea." He cited Ahmed Rashid's authoritative book "Taliban, Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia" as a source for this information.

Rashid, who has reported on Afghan wars for more than 20 years as a correspondent for the Eastern Economic Review and the Daily Telegraph, carefully documents in his book how the U.S. and Pakistan helped install the Taliban in hopes of bringing stability to the war-ravaged region and making it safer for the pipeline project. Unocal pulled out of the deal after the 1998 terrorist attacks on U.S. embassies in Kenya and Tanzania were linked to terrorists based in Afghanistan.

"The war against terrorism is a fraud," exclaimed John Pilger in an Oct. 29 commentary in the British-based Mirror. Pilger, the publication's former chief foreign correspondent, wrote, "Bush's concealed agenda is to exploit the oil and gas reserves in the Caspian basin, the greatest source of untapped fossil fuel on earth."

These harsh assessments are not just those of embittered ideologues. They are common fare. "Just as the Gulf War in 1991 was about oil, the new conflict in South and Central Asia is no less about access to the region's abundant petroleum resources," writes Ranjit Devraj in the Hong Kong-based Asia Times, a business-oriented publication.

A popular French book titled "Bin Laden, the Forbidden Truth," which alleges that the Bush administration blocked investigations of Osama bin Laden while it bargained for him with the Taliban in exchange for political recognition and economic aid, is guiding much of the recent European coverage.

Written by Jean-Charles Brisard and Guillaume Dasquie, the book adds another plank to the argument that America's major objective was to gain access to the

region's oil and gas reserves.

According to the book, the Bush administration began to negotiate with the Taliban immediately after coming into power. The parties talked for many months before reaching an impasse in August 2001.

The terrorist acts of Sept. 11, though tragic, provided the Bush administration a legitimate reason to invade Afghanistan, oust the recalcitrant Taliban and, coincidentally, smooth the way for the pipeline.

To make things even smoother, the U.S. engineered the rise to power of two former Unocal employees: Hamid Karzai, the new interim president of Afghanistan, and Zalmay Khalizad, the Bush administration's Afghanistan envoy.

"Osama bin Laden did not comprehend that his actions serve American interests," writes Uri Averbach, in a Feb. 14 column in the daily Ma'ariv in Israel. Averbach, a former member of the Israeli Knesset and a noted peace activist, added, "If I were a believer in conspiracy theory, I would think that bin Laden is an American agent. Not being one I can only wonder at the coincidence."

Averbach argues that the war on terrorism provides a perfect pretext for America's imperial interests. "If one looks at the map of the big American bases created for the war, one is struck by the fact that they are completely identical to the route of the projected oil pipeline to the Indian Ocean."

The Asia Times reported in January that the U.S. is developing "a network of multiple Caspian pipelines," and that people close to the Bush administration stand to benefit.

For example, the proposed Baku-Ceyhan pipeline, linking Azerbaijan through Georgia to Turkey, is represented by the law firm Baker & Botts. The principal attorney is James Baker, former secretary of state and chief spokesman for the Bush campaign in the Florida vote controversy.

In 1997, the now disgraced Enron Corp. conducted the

feasibility study for the \$2.5 billion Trans-Caspian pipeline being built under a joint venture between Turkmenistan, Bechtel Corp. and General Electric, the article noted.

There are many other connections, too numerous to recount here. No wonder the rest of the world is a bit skeptical about our war on evildoers.

E-mail: salim4x@aol.com

Copyright © 2002, [Chicago Tribune](#)

[Home](#) | [Copyright and terms of service](#) | [Privacy policy](#) | [Subscribe](#) | [Customer service](#) | [Archives](#) | [Advertise](#)

 [chicagotribune.com Shopping Channel](#)

Powered by [Genuity](#)

5. La quête pétrolière source de restructuration des alliances ?

	
	EDITION IMPRIMÉE : • A LA UNE • S'ABONNER

CHERCHE

ot-clé

TUALIT

[Cuisine / Vins](#)[Gazon / Jardin](#)[Auto / Voyage](#)

ARCHIVES

[Retrouver tous les articles \(avant\)](#)

ANNONCES

[Emploi / Immobilier](#)[Publier une annonce](#)

MÉDIATIQUE

[Programmes TV](#)[Télé
necs](#)

GROUPE FIGARO

[Groupe](#)[Nos publications](#)

FIGARO ÉTUDIANT

[Emploi / Stages](#)[Bourses / Associations](#)

ÉVÉNEMENTS

[Solitaire](#)[Open Golf](#)[Boss du Figaro](#)

VOTRE SERVICE

[Une du jour](#)[S'abonner](#)[Page web](#)[Page papier](#)[Contacter le Figaro](#)

pantalons multipoches dans des Land Cruiser blanches (pour ressembler aux humanitaires) et sont immanquablement suivis d'une escorte armée de guerriers locaux.

Ils logent sur le site de Takht-i-Safar (trône du voyageur), perché sur une colline au nord de la ville, qui est aussi la résidence du gouverneur. La semaine, ils entraînent la garde rapprochée d'Ismaïl Khan, des combattants tadjiks de la résistance aux Soviétiques, aujourd'hui victorieux des talibans. Et le jeudi soir, ils rejoignent la communauté humanitaire expatriée au bar du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Ou plutôt, ils rejoignaient.

Car la semaine dernière, la confusion des rôles et le renflement du revolver sous le veston ont fini par émouvoir certaines ONG, et nos agents spéciaux ont été contraints de se rabattre sur les bars des Nations unies.

Les Iraniens, eux, sont plus discrets. Mais la plupart des observateurs leur reconnaissent un rôle considérable dans la région.

D'abord, leur influence directe sur Ismaïl Khan que l'on appelle encore par politesse « Emir des cinq provinces de l'ouest », alors qu'il ne contrôle plus qu'une province et demie. Il a lui-même à maintes reprises remercié l'Iran, où sa famille et celles de quelque 700 commandants de la résistance ont trouvé refuge durant les années de guerre.

A la fuite des talibans, son premier discours a été un éloge de l'Iran « *meilleur système islamique au monde* », auquel le consul iranien d'Herat a répondu, flatté, en rappelant que c'était aussi à l'Iran qu'Ismaïl Khan devait au printemps 2000 son évasion de la prison de Kandahar, où les talibans l'ont maintenu trois ans.

Au-delà de cette relation privilégiée avec le gouverneur, la République islamique s'est lancée à Herat dans des projets d'envergure, dont la route de 150 km qui mène à la frontière iranienne, transformée en piste chaotique par les années et la guerre. L'Iran a commencé les travaux sans même demander l'autorisation d'Ismaïl Khan, qui les a plus tard interrompus dans un accès de fierté, avant de négocier un compromis.

Un autre projet concerne la diffusion de trois chaînes de la télévision nationale iranienne au moyen d'un relais installé dans une caserne du parti chiite Hezb-i-Wahdat, un des affidés de Téhéran.

Aucun programme de Kaboul n'est reçu à Herat, où seul existe le programme local de quelques heures par jour, toutes à la gloire

d'Ismail Khan.

Quant à l'aide militaire, elle semble plus ciblée, profitant surtout au parti chiite du Hezb-i-Wahdat et à une nouvelle organisation que l'Iran, qui se méfie des dynamiques propres des partis afghans, tente de promouvoir depuis quelques mois : le Conseil organisé de l'union nationale, entièrement aligné sur Téhéran et dirigé par trois mollahs.

Cette forte implication iranienne dans l'ouest de l'Afghanistan, renforçant un Ismaïl Khan qui n'a pas encore décidé de soutenir pleinement le gouvernement de Hamid Karzaï, a irrité Washington.

Depuis quelque temps, l'attitude de l'Iran dérange aussi les Européens qui s'emploient à mettre en place les Accords de Bonn : « *L'Iran est en train d'exporter ses problèmes* », s'emporte l'un deux. Allusion à la lutte sans merci que se livrent réformateurs et conservateurs iraniens, à Téhéran comme à Herat. Les premiers soutiennent sans réserve le gouvernement Karzaï alors que les seconds, représentés par le corps d'élite des Gardiens de la révolution, distribuent des armes pour préparer l'après-Karzaï, voire l'après-Ismaïl Khan.

Ainsi, Herat, avec ses revenus douaniers de 100 000 dollars par jour, son bazar spécialisé dans le blanchiment d'argent de l'opium et sa position imprenable sur le tracé du gazoduc prévu par la compagnie américaine Unocal entre le Turkménistan et le Pakistan, semble être un enjeu trop important pour qu'Américains ou Iraniens renoncent à y exercer leur suprématie.

Du coup, et pour rester dans le cinéma, l'ancienne étape de la Route de la soie fait aussi songer à la Vienne du « Troisième homme » : les vainqueurs russes et occidentaux du nazisme ont coupé la ville en secteurs et préparent la guerre froide.

[Envoyez cet article à un ami](#)
 [S'abonner au Figaro](#)
 [Imprimez cet article](#)
 [Archives payantes](#)
